



HORIZON 2040

Exercice prospectif sur
la pauvreté en Belgique

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	p. 04
01. Horizon 2040	p. 06
I. Le projet	p. 06
II. La méthode	p. 07
III. Sept scénarios pour l'avenir	p. 10
02. Les visages de la pauvreté aujourd'hui	p. 14
I. Pas seulement un manque d'argent	p. 18
II. Portraits	p. 16
03. Elargir le débat sur la pauvreté	p. 22
I. La confiance et la participation	p. 23
II. Les pouvoirs publics	p. 28
III. L'individuel et le collectif	p. 33
IV. La technologie	p. 37
V. L'économie, le marché du travail et l'argent	p. 40
VI. La proximité	p. 43
VII. La liberté de choix	p. 46
04 Conclusion	p. 48

AVANT-PROPOS

La pauvreté se manifeste de différentes manières. Il s'agit d'une question complexe aux dimensions multiples : non seulement le manque de moyens financiers, mais aussi l'absence de réseaux sociaux, l'inégalité des chances, l'augmentation des facteurs de stress,... Trop souvent, nous envisageons uniquement la pauvreté dans une perspective financière. Les chiffres révèlent en outre que la Belgique ne s'attaque pas à la pauvreté de manière suffisamment efficace. D'une part, les Belges courent un plus grand risque de pauvreté ou d'exclusion sociale que les habitants de nos pays voisins ; d'autre part, les dépenses publiques sociales en Belgique sont plus élevées que la moyenne de nos voisins *. Cela souligne la nécessité de revoir l'approche actuelle.

Le monde d'aujourd'hui est en transition. De profonds changements socio-économiques, écologiques, technologiques, politiques et culturels se succèdent à la vitesse de l'éclair. Ils modifient fondamentalement notre société et ont un impact sur tout le monde, y compris sur ceux qui restent sur la touche. Il y a des prises de position, mais il manque une réflexion approfondie sur le monde de demain. Il est pourtant indispensable de mener des discussions de fond et des débats essentiels pour déterminer la direction que nous voulons prendre en tant que société.

C'est pourquoi la Fondation Roi Baudouin a réalisé un exercice prospectif. Ce projet, Horizon 2040, fait un saut dans le temps de manière structurée afin d'acquérir de nouvelles connaissances. Nous esquissons des scénarios destinés à réfléchir aux opportunités, aux risques, aux défis et aux nouvelles questions que l'avenir peut apporter. Chaque scénario réfléchit à la forme que pourra prendre la pauvreté à l'avenir, aux investissements que notre société devra faire pour ne laisser personne sur la touche et à la manière de donner forme à de nouveaux cadres pour s'attaquer à la pauvreté.

Ce rapport n'a rien d'une conclusion finale, mais est plutôt une invitation à lancer un vaste débat de société qui pourra servir de contrat de société pour l'avenir. Il s'agit d'un appel à une réflexion collective, dans le but de construire un avenir plus équitable et plus résilient.

Les conclusions de ce rapport sont basées sur les opinions, les expériences et les connaissances des participants concernés. Chacun s'est exprimé en son nom propre. Nous tenons à les remercier chaleureusement pour leur précieuse contribution et pour le temps qu'ils nous ont consacré. La liste complète des participants se trouve dans le colophon.

La Fondation Roi Baudouin

* Joel Van Cauwer et Jean Hindriks, *Agir durablement contre la pauvreté* (Bruxelles : Itinera Institute, 2022), p.39.



01.

HORIZON 2040

La pauvreté est une réalité tenace en Belgique. En partant de la réalité de personnes prêtes à partager leurs expériences, leurs craintes, leurs désirs et leurs idées, le projet 'Horizon 2040' jette, à partir d'un angle d'approche non conventionnel, un regard atypique sur l'avenir. Plutôt que de réaffirmer l'importance de certains enjeux ou de faire le point sur la pauvreté en Belgique, les participants à Horizon 2040 ont voulu ajouter de nouveaux éléments de compréhension à ce qui existe déjà et stimuler de nouvelles discussions.

01.I. Le projet

La pauvreté est un problème aux facettes multiples. Dans un monde décrit comme volatile, incertain, complexe et ambigu, les petits et les grands mécanismes sociaux sont en train de changer rapidement et profondément. Quels sont les défis qui nous attendent, en plus de ceux d'aujourd'hui, que pourraient-ils signifier pour la pauvreté et pour les personnes en situation de pauvreté ? Comment pouvons-nous déjà nous armer contre eux et alimenter la réflexion à leur sujet ? Horizon 2040 est un exercice prospectif qui cherche à élargir les cadres actuels de réflexion et à susciter un large débat de société avec les acteurs actuels et futurs.

Une démarche ouverte

Ce projet a pour ambition d'ouvrir un dialogue constructif sur divers aspects de la pauvreté et de chercher des réponses à de nouveaux questionnements tels que : quelles conséquences auront les changements démographiques, démocratiques, énergétiques ou climatiques sur la nature de la précarité ? Horizon 2040 a opté pour une démarche ouverte et non partisane. L'idée a été de transcender les clivages idéologiques et de créer un espace propice à des idées novatrices et à des questions ouvertes.

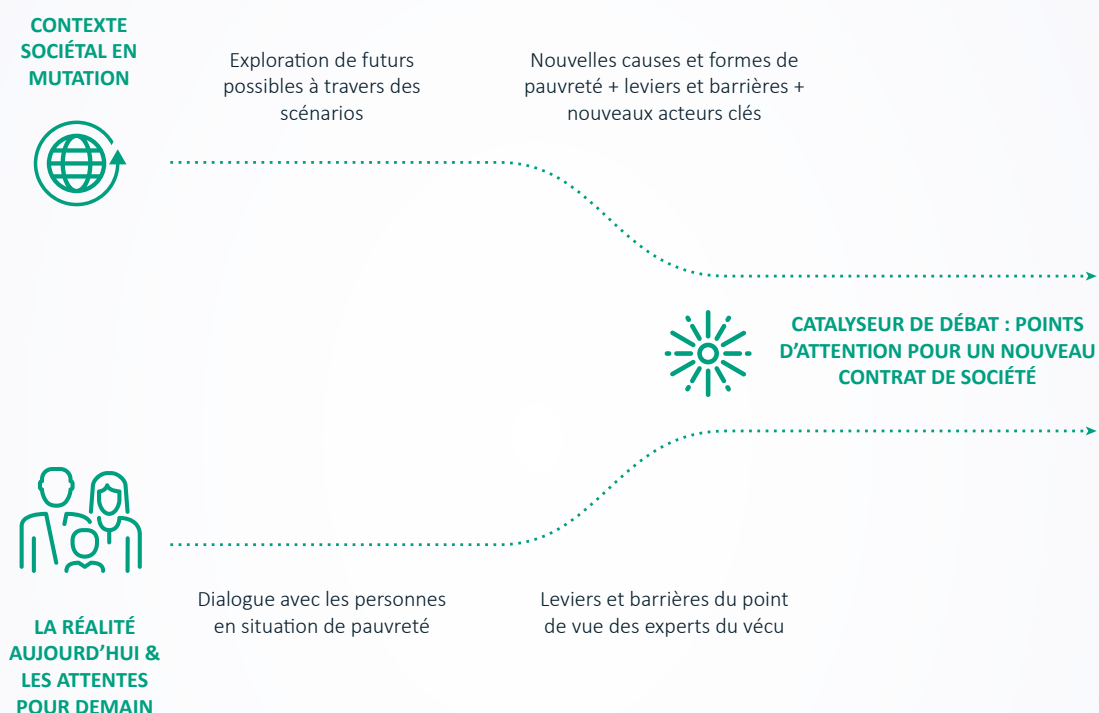
Reconnaissant la diversité des réalités des existences humaines, les participants sont allés au-delà des seuls aspects financiers. La santé mentale, l'accès à l'éducation et d'autres facteurs pertinents ont aussi été passés au crible.

Objectif

L'objectif ultime des participants à Horizon 2040 est de parvenir à un nouveau contrat de société, intégrant des perspectives sociales mais aussi fiscales, technologiques et environnementales, et débouchant sur une transition équitable. Ce nouveau contrat permettrait de construire une économie d'interdépendances et de "communs collaboratifs" – autrement dit de communautés coopérantes – basée sur un meilleur équilibre entre la recherche de l'intérêt commun et les aspirations individuelles.

Dans ce but, les participants au projet souhaitent amorcer un dialogue et encourager la participation de tous les acteurs de la société, sans prétendre détenir la 'solution ultime'. Tant les pouvoirs publics que les organisations de première ligne, le secteur privé et une série de nouveaux acteurs sont invités à poursuivre le débat et à stimuler ainsi l'émergence de nouvelles solutions concertées pour un avenir plus juste et plus résilient.

01.II. La méthode



Horizon 2040 s'est composé de deux volets. Le premier volet a consisté en une série d'entretiens et de rencontres avec des personnes vivant dans la pauvreté : un mix de personnes issues de toutes les régions du pays, mêlant les genres, les âges, les milieux urbains et ruraux et les expériences (voir : Visages de la pauvreté aujourd'hui). Ces 30 participants ont constitué le groupe de réflexion des experts du vécu. Des organisations luttant contre la pauvreté ont aidé à les recruter. Ils ont été interviewés entre mars et août 2023 et se sont ensuite réunis le 14 septembre 2023.

Le deuxième volet a été mené avec un groupe de réflexion multidisciplinaire composé de personnes aux approches et visions complémentaires, sur la base de leurs connaissances

et expériences respectives. Il ne s'agit pour la plupart ni d'experts de la pauvreté, ni d'acteurs de première ligne, mais de personnes issues de divers domaines et familiarisées avec cette question. Elles ont parlé en leur nom propre. Elles se sont réunies entre février et octobre 2023 lors de cinq séances de travail pour explorer l'avenir de la pauvreté dans une perspective macro. Afin de rendre sa vision plus féconde, ce groupe de 15 participants est entré en dialogue direct et indirect avec le groupe de réflexion composé d'experts du vécu. En réunissant des personnes issues de domaines très différents et possédant des expertises très variées et en les faisant réfléchir à l'avenir, Horizon 2040 a voulu stimuler et élargir le débat et la réflexion sur la pauvreté.



Participants au groupe de réflexion

Nadia Aimé – Spécialiste technique en cybersécurité chez Microsoft

Emmanuel Bawin – Directeur Général de Les Petits Riens

Emel Bergsoj – Coordinatrice de la Fédération Wallonne des Services de Santé Mentale

Julien Blanchez – Responsable du programme Digital Sovereignty chez Google

Bruno Colmant – Ph.D. (ULB, UCLouvain, Vlerick Business School) et Membre de l'Académie Royale de Belgique

Lorraine de Fierlant – Echevine de la Dynamisation économique, des Commerçants et Entrepreneurs, des Ressources humaines à Schaerbeek

Liesbeth Driesen – Directrice des Services aux Employeurs à Actiris (Service Public de l'Emploi de Bruxelles)

Mario Fleurinck – Fondateur d'InnoCrowd

Majd Khalifeh – Journaliste, réalisateur de documentaires, conférencier, formateur en médias, consultant en médias

Askim Kintziger – Responsable Diversité & Inclusion et RSE chez Cronos Groep, fondateur de Meraki

Karel Lootens – Co-fondateur et inspirateur de Wooncoop

Emmanuel Mossay – Directeur de la Recherche & Innovation chez EcoRes / Expert en Économie Circulaire / Professeur invité (UCLouvain - UNamur – Henallux – EPHEC)

Florence Rizzo – Co-fondatrice et Co-directrice de SynLab

Marianne Streel – Présidente de la Fédération Wallonne de l'Agriculture

Els Vervloesem – Architecte, titulaire d'un master en human settlements et docteur en urbanisme

Dans les groupes de discussion, les personnes en situation de pauvreté ont raconté leur histoire à partir d'une vision micro. Les discussions se sont déroulées en trois temps. Lors du premier tour, l'accent a été mis sur l'expérience de la pauvreté aujourd'hui. Comment vivent-elles leur situation ? Qu'est-ce qui rend cette situation plus difficile, qu'est-ce qui la soulage ? Quels sont les leviers qu'elles envisagent d'utiliser ? Qui sont pour elles leurs alliés ? Dans un deuxième temps, le groupe s'est penché sur les éléments mis en évidence par le groupe de réflexion multidisciplinaire. Lors d'une séance de clôture, nous avons encore affiné cet exercice de réflexion avec une vingtaine de participants. Qu'est-ce qui doit changer ? Qu'est-ce qui peut être amélioré ?

Le groupe de réflexion multidisciplinaire a exploré les formes de pauvreté qui peuvent être imaginées à l'avenir, les risques mais aussi les opportunités, qui tombe dans la pauvreté et qui parvient à y échapper, qui est impliqué dans la lutte contre la pauvreté. Le groupe a ainsi identifié 16 variables qui pourraient déterminer l'avenir en 2040. En les combinant, ils ont élaboré sept scénarios, ou sept mondes.

Comment les scénarios ont-ils été mis point ?

En combinant des variables, le panel a créé des scénarios sous la forme de 'mondes'. Chaque scénario décrit une trajectoire d'avenir possible. Tous les scénarios ont ensuite été analysés : sont-ils plausibles ? Quel est leur impact potentiel sur la pauvreté ? Quels défis créent-ils ? Les opportunités et les risques ont été définis pour chaque scénario.

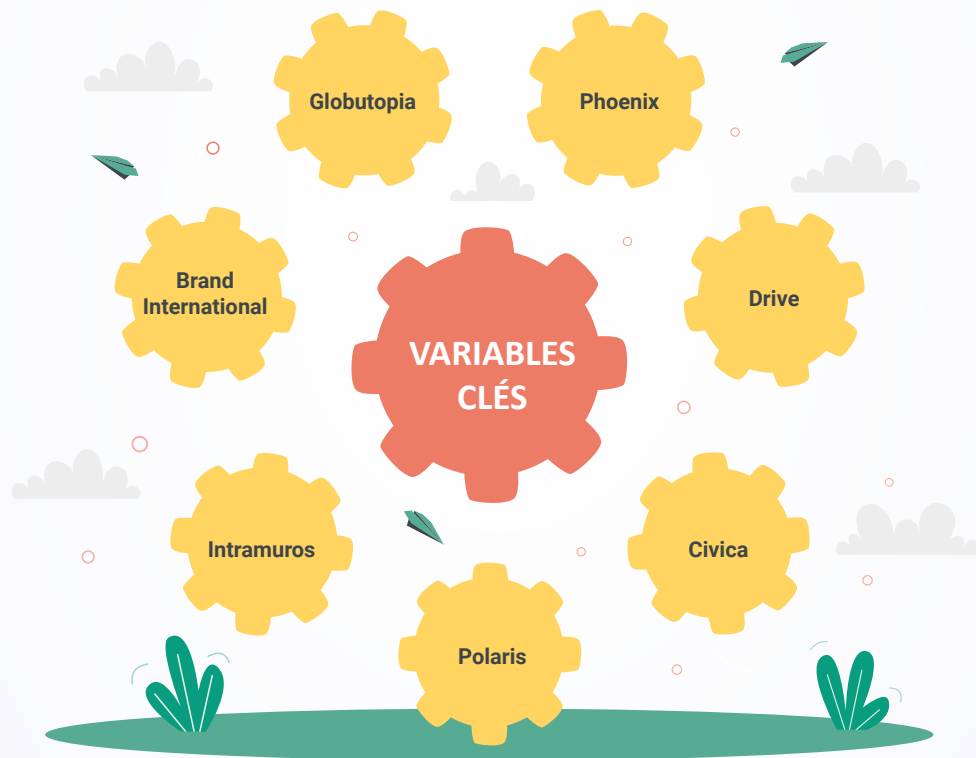
Les exemples de variables :

- Concentration des pouvoirs
- Evolution des connaissances et compétences
- Modèles de revenus
- Développement du marché du travail
- Diffusion ou concentration du capital
- Evolution des valeurs démocratiques
- Taux de participation des citoyens
- Tendances en matière de santé et de maladies
- Possibilités d'accès aux services
- Utilisation de l'espace
- Littératie technologique
- Rôle et position de l'IA
- Cohésion sociale
- Robotisation et automatisation
- Répartition géographique
- Niveau/politique dominant



01.III. Sept scénarios pour l'avenir

En élaborant sept trajectoires d'avenir possibles, le groupe a réfléchi aux (nouvelles) formes de pauvreté. Il s'est servi des scénarios pour mieux comprendre les implications de la pauvreté dans ces sept mondes, examiner comment ces évolutions peuvent être anticipées et se former une vision nuancée des opportunités et des défis futurs.



Brand International

Dans le scénario Brand International, les pouvoirs publics se retirent et de nombreux services publics sont privatisés. Le capital et le pouvoir se concentrent entre les mains d'une petite élite de femmes et d'hommes «self-made» : les riches s'enrichissent et les pauvres restent sur la touche. Dans un monde en mutation constante, les diplômés perdent de leur importance. La concurrence est féroce sur le marché du travail. L'automatisation et la robotisation font disparaître de nombreux emplois traditionnels. Ceux qui n'ont pas de compétences technologiques ni d'accès aux outils numériques ont moins d'opportunités de progrès sur le plan économique et se retrouvent souvent pris dans la pauvreté. L'économie verte offre des opportunités, tout comme la privatisation des soins de santé, de l'enseignement et de la sécurité, mais pour avoir un bon emploi, il faut être très motivé. Ceux qui ne peuvent pas développer leur talent risquent de se retrouver en marge de la société. Les fractures numérique et économique se renforcent mutuellement, créant une spirale de relégation sociale.

Globutopia

L'ampleur des défis conduit à la création d'organisations supranationales fortes qui s'attaquent à des problèmes mondiaux tels que les migrations, le changement climatique et la réglementation des nouvelles technologies. Dans ce monde de Globutopia, la Belgique a évolué pour devenir une société relativement inclusive, où la diversité est considérée comme un atout. Un revenu de base universel fait l'objet d'un débat animé, avec la possibilité de compléter ce revenu par des contributions à la société ou à l'environnement. L'enseignement est gratuit et des efforts sont faits pour requalifier les gens. Les pouvoirs publics investissent dans des infrastructures de base durables, des centres de soins locaux répondent aux besoins des quartiers. Mais l'efficacité de tous ces dispositifs varie et les inégalités entravent les opportunités. Assurer une transition équitable pour tous vers une économie respectueuse du climat reste un défi car la transition est trop rapide pour de nombreuses personnes.

Phoenix

Dans ce monde, l'Union européenne a le dessus sur les gouvernements nationaux. Pour réduire le fossé potentiel avec les citoyens, on fait appel à des panels citoyens locaux et européens. La cohésion européenne s'accroît. L'éducation est la clé dans le scénario Phoenix. Les meilleures pratiques éducatives de toute l'Europe, s'appuyant sur une culture numérique poussée, sont réunies dans un modèle unifié très performant. L'enseignement primaire et secondaire est gratuit, avec un accompagnement sur mesure assuré par un 'buddy' pour qui l'Intelligence artificielle (IA) n'a pas de secrets. Chacun accumule ensuite des crédits, en fonction de ses études, de stages rémunérés ou d'expériences professionnelles. Cela a pour conséquence que les employeurs ne se focalisent plus sur les diplômés. Les soins de santé, recourant à des technologies de pointe, sont accessibles à tous. La pauvreté devient l'exception dans le scénario Phoenix. En effet, tout le monde reçoit une série de crédits pour ses besoins de base. Quand les crédits sont épuisés, on peut en gagner d'autres en apportant une contribution positive à la société ou en partageant des connaissances.

Drive

Dans le scénario drive, les pouvoirs publics se distinguent par leur détermination et leur vision à long terme, qui les amène à faire des choix tranchés. Toute l'attention est accordée à l'urgence climatique. Les formations et les emplois verts se multiplient dans l'enseignement et sur le marché du travail, tandis que d'autres voies se ferment. La pression fiscale est transférée du travail vers les charges sociales et environnementales. Les pouvoirs publics investissent massivement dans des infrastructures durables et des quartiers d'habitations circulaires, et là aussi des mesures politiques contraignent les citoyens à aller dans une seule direction. Des crédits de mobilité récompensent les choix durables, on investit dans les soins préventifs. Dans le monde Drive, les soins de base sont d'ailleurs gratuits et un revenu universel de base a été obtenu. La technologie est mise au service des gens, et

non l'inverse. La lutte contre la pauvreté est une priorité, avec un héritage minimum pour chaque nouveau-né, financé par des impôts progressifs, une politique de priorité au logement pour bannir le sans-abrisme, des services gratuits de garde d'enfants et des repas scolaires sains et gratuits.

Civica

Des groupes de communautés émergent sur la base de valeurs et de défis partagés. Ils sont centrés sur la solidarité, l'échange de connaissances et la prestation de services. L'influence des multinationales diminue dans le scénario Civica au profit des PME et des coopératives. Les salariés deviennent copropriétaires d'entreprises. Les citoyens sont fortement impliqués dans des projets politiques et communautaires, avec des panels citoyens, des organisations de terrain et des initiatives sociales locales en première ligne. Ceux qui tombent malades ne sont pas seuls, la communauté aide à surmonter les revers de fortune. Cette pensée communautaire s'étend au logement, avec des cohabitations et des communautés de logement axées sur la qualité et la rénovation ; les loyers sont plafonnés. Pourtant, la pauvreté reste une réalité dans le scénario Civica : dans les groupes de communautés qui s'en sortent moins bien, parmi les personnes ne disposant pas des moyens pour acheter des biens ou des services qui ne peuvent pas être échangés ou partagés et parmi les personnes sans réseau qui se retrouvent perdues dans ce monde orienté sur la communauté.

Polaris

Dans le scénario Polaris, différentes communautés vivent chacune dans leur bulle et la solidarité se limite à leur propre cercle. Soins de santé, éducation, filet de sécurité sociale : ces services sont organisés par communauté, souvent par des acteurs privés. Si on appartient à une communauté moins privilégiée, il faut se contenter de services médiocres. Le travail – souvent plusieurs petits boulots sans valeur menés de front – ne suffit pas pour joindre les deux bouts, les fluctuations des prix des produits de base prennent les fa-

milles en otage. La classe moyenne s'évapore. L'enseignement n'est plus depuis longtemps un ascenseur social et laisse les jeunes livrés à eux-mêmes. De nombreuses familles mènent un combat quotidien contre la pauvreté. Alors que le fossé se creuse, les tensions montent et les conflits deviennent inévitables. De plus, les autorités et des partis privés criminalisent souvent les personnes pauvres. Seule leur d'espoir : la technologie semble constituer une issue vers un avenir meilleur.

Intramuros

Un régime populiste sème la désunion dans le monde d'Intramuros et monte les groupes les uns contre les autres. Les minorités, dont les LGBTQ+, les migrants ou les personnes handicapées, sont des boucs émissaires. Les frontières sont fermées, la société a pris ses distances avec l'Union européenne. Les citoyens tirent un revenu de leur travail, avec des primes pour les contributions sociales telles que la garde d'enfants ou les soins aux personnes âgées. Cependant, les autorités utilisent surtout ce service communautaire comme un outil de contrôle et un moyen de faire des économies, et non de promouvoir la cohésion sociale. En conséquence, l'accès aux services de base est soumis à des pressions. Le gouvernement utilise la technologie principalement pour exercer une surveillance poussée. Les entreprises se retirent d'Intramuros parce que la politique publique suscite la méfiance. La proximité avec le régime détermine qui est pauvre ou riche. Ainsi, les services (privés) sont surtout destinés à ceux qui sont loyaux. Les autres doivent organiser leurs propres canaux informels de solidarité.



02 LES VISAGES DE LA PAUVRETÉ AUJOURD'HUI

Les chocs successifs des dernières années - la pandémie de coronavirus, la crise énergétique et la crise du pouvoir d'achat - ont révélé à quelle vitesse des personnes qui pensaient être solidement ancrées dans la classe moyenne se retrouvent près du seuil de pauvreté dès qu'elles subissent des revers. Des événements ponctuels tels qu'un burn-out, un licenciement, un divorce peuvent déclencher une spirale descendante dont il est difficile de s'extraire. Une crise fait alors le reste. Cela peut aussi amener à regarder avec d'autres yeux ceux qui vivent depuis longtemps, voire toute leur vie, dans la pénurie. Qui sont les personnes pauvres en Belgique aujourd'hui ?



02.1. Pas seulement un manque d'argent



Une expérience appelée 'Baby's First Years' est en cours aux États-Unis : des mères célibataires de jeunes enfants reçoivent, jusqu'à quatre ans après la naissance, 300 euros par mois, sans aucune condition quant à la manière de dépenser cet argent. Les résultats préliminaires montrent que l'activité cérébrale des enfants s'est accélérée au bout d'un an seulement. Le niveau de stress dans la famille diminue, les mères investissent souvent l'argent supplémentaire dans de petits livres et des jouets qui stimulent les interactions avec leurs enfants. Une recherche similaire est menée aux Pays-Bas par le lectorat Poverty Interventions de la Hogeschool Amsterdam. Au Canada, des chercheurs ont démontré qu'en versant une importante somme d'argent d'un coup et sans conditions, les personnes sans domicile fixe pouvaient modifier profondément leurs conditions de vie en un an. Cette opération a permis d'économiser 520 euros par contribuable étant donné que les SDF ont quitté plus rapidement des lieux d'accueil, qui ont été libérés pour aider d'autres personnes à ne plus vivre dans la rue.

Pourtant, les échanges en groupes de discussion du projet Horizon 2040 ont montré que la pauvreté ne se résumait pas à un manque d'argent. Sinon, comment expliquer que de jeunes chômeurs qui abandonnent une formation et qui doivent s'en expliquer auprès d'une agence pour l'emploi ne se présentent pas, quitte à perdre immédiatement (une partie de) leur allocation ?

Aussi un manque de choix

Olivier De Schutter, Rapporteur spécial des Nations-Unies sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté, définit la "modernité de la pauvreté" comme "l'incapacité des ménages les plus défavorisés à suivre l'augmentation générale des niveaux de consommation et à répondre aux

attentes sociales qui en découlent. Elle se caractérise également par une absence de participation à la prise de décision et à la vie civile, sociale et culturelle d'un pays".

La pauvreté, c'est aussi l'absence de choix, c'est la douleur d'être invisible – "la pauvreté n'a pas de visage", – la pression des préjugés et des étiquettes, la crainte de demander de l'aide, la peur de nouvelles humiliations, la perte des relations sociales. C'est le manque d'espace mental, rongé par la pénurie. C'est ne pas avoir accès aux connaissances qu'ont les autres. C'est avoir moins d'occasions de participer à la vie culturelle et sociale.

Les personnes qui vivent dans la pauvreté ont le sentiment qu'on les rend coupables de leur situation, qu'il y a peu de compréhension, que les autres ne réalisent pas ce que cela signifie de vivre dans la pénurie, tous les jours, et qu'ils ne les écoutent pas lorsqu'elles essaient de l'expliquer. Cela les enfonce encore davantage dans l'isolement. Elles trouvent qu'on ne voit pas leur créativité, leur solidarité, leur autonomie, la résilience avec laquelle elles se maintiennent debout.

Un autre point commun est le manque d'aide et de soutien dont elles font l'expérience, les nombreux obstacles sur lesquels elles butent, les multiples règles, procédures et formalités administratives qui les empêchent d'obtenir une aide rapide, l'inadéquation entre ce qui est offert et ce dont elles ont besoin, l'obligation de mendier pour obtenir des choses auxquelles elles ont droit. Elles ont trop peu accès à la connaissance et à l'information. Elles souffrent souvent de la nonchalance administrative, comme lorsque le revenu d'intégration sociale est systématiquement payé en retard alors qu'elles sont dans le rouge à la fin de la semaine.

Ce qui les aide, c'est cette personne ou cette organisation qui a été présente à un moment

crucial. Cet assistant social qui a trouvé le temps d'examiner leur dossier de manière un peu plus approfondie et qui a trouvé un peu d'argent, ce qui leur a évité de s'enfoncer davantage et leur a rendu la vie un peu plus facile chaque mois. Ou cette organisation locale qui est restée à leurs côtés pendant des années, jusqu'à ce qu'elles soient sorties de leur surendettement et qu'elles aient pu recommencer à vivre. Des travailleurs sociaux et des services empathiques et proches qui ont recherché des solutions avec elles, sur un pied d'égalité.

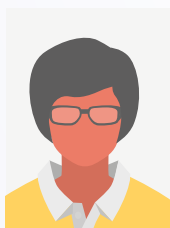
Ce qui les aide, c'est de savoir qu'elles comptent. Leur propre travail bénévole ou les "petits coups de main" qui leur donnent un sentiment d'appartenance et d'utilité pour les autres. Des rencontres avec d'autres personnes qui partagent

leur situation ou avec d'autres citoyens, des réseaux de personnes qui veulent réfléchir avec elles ou leur offrir une épaule pour souffler. Et ce qui aide aussi, pour ceux et celles qui ont des enfants, c'est de penser à leur famille, même si c'est parfois une arme à double tranchant. On s'inquiète constamment des brimades à l'école, des faibles attentes de certains enseignants, du manque d'opportunités, de l'accessibilité financière des formations, de la corrosion qui provoque la honte. Mais il y a aussi ce moteur qu'est l'espoir qu'en continuant à se battre chaque jour, on peut éviter à ses enfants de connaître le même sort. C'est ce que vous découvrirez, avec bien d'autres choses encore, dans les portraits qui suivent.

02.II. Portraits



Les portraits ci-dessous proviennent tous d'interviews de trente personnes qui vivent dans la pauvreté. Chaque personne a sa propre histoire, mais partage des expériences avec d'autres. Les journalistes ont cependant pris la liberté de combiner certains récits et de modifier certains prénoms lorsque c'était nécessaire pour respecter la demande d'anonymat.



Naomi (21 ans), élevée dans un centre pour jeunes

« Je dois avoir un rêve. Rêver m'aide. Sans lui, je ne tiendrais pas le coup ».

Lorsque Naomi a eu 16 ans, sa mère est partie. Elle a obtenu un lit dans un centre pour jeunes, et vit maintenant dans un studio sous surveillance. Dès qu'elle a eu 18 ans, des huissiers ont frappé à sa porte pour des factures médicales que sa mère n'avait jamais payées. Naomi ne veut pas de dettes ; elle sait comment elles peuvent, comme un boulet, faire couler une vie. Avec son job d'étudiante et son revenu d'intégration, elle les a remboursées le plus rapidement possible.

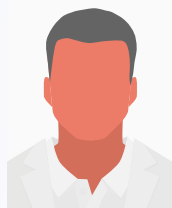
Dans son enfance chaotique, l'école n'était qu'un détail sans importance. Aujourd'hui, elle tente d'obtenir son diplôme de fin d'études secondaires dans le cadre d'une formation pour adultes. Elle n'y croit pas. Elle croit en l'importance de l'éducation, et non au "système", qui l'a trop souvent laissée tomber. *« Beaucoup de gens qui sont dans notre situation n'ont pas l'habitude d'aller à l'école toute la journée »*, dit-elle. Intelligente et motivée, elle a mis en place des projets de loisirs pour son entourage. Mais elle se sent livrée à elle-même.

Lorsqu'elle regarde vers l'avenir, elle ne voit rien. Elle remarque que ses pairs, lors de la transition vers le début de l'âge adulte, sont aidés par leurs parents, vers lesquels ils peuvent se tourner pour obtenir des conseils et des informations. Elle a l'impression que le manque de ses parents la

laisse seule face à ses problèmes. « *Personne ne vous dit quelles sont les options, vous devez les trouver vous-même* », dit-elle.

Naomi n'a guère le droit à l'erreur. Lorsqu'elle demande de l'aide à quelqu'un, on lui répond "ce n'est pas mon travail". Ou bien elle se sent obligée de faire ce qu'ils disent, "comme s'ils voulaient créer des robots". Grandir dans l'aide à

la jeunesse, c'est vivre dans des cadres rigides, dit-elle. Mais une fois que vous avez 18 ans, vous devez penser par vous-même, même si on ne vous a pas appris à le faire. « *On vous jette dans le grand bain, mais vous avez besoin de temps pour grandir* », dit-elle. Ce qui l'aide, ce sont les gens qui prennent ce temps avec elle pour trouver où elle est bloquée et quelles sont les issues possibles.



**Amir (30 ans),
a fui l'Afghanistan**

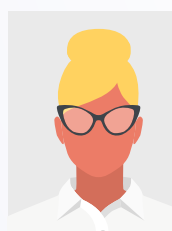
« J'ai beau être diplômé de l'université, ici mon diplôme ne vaut pas un clou ».

Amir travaillait comme traducteur en Afghanistan lorsque les talibans ont repris le pouvoir. Il a fui. Après une longue errance, il a atterri en Belgique où il a demandé l'asile. Cela fait deux ans qu'il attend une réponse, tout en vivant dans un centre d'accueil. L'incertitude le tue.

Il fait trois heures de bus par jour pour travailler dans une entreprise de construction. Avec son diplôme de traducteur, il n'est rien ici pour le moment. Sa femme et ses enfants sont restés en

Afghanistan ; il espère être réuni avec eux ici. Le manque occupe constamment son esprit. Le reste est consacré au décryptage d'une société où tout est étranger. Ce qui lui manque, c'est de l'aide et surtout de l'aide sur mesure. Certes, on peut lui indiquer le chemin d'un CPAS ou d'un autre service qui peut l'aider à faire face aux montagnes de paperasserie. Mais il a aussi besoin de quelqu'un qui lui enseigne les règles tacites de la vie ici.

Amir souhaite également bénéficier d'une aide psychologique, mais celle-ci est trop chère. Le vol depuis l'Afghanistan et son dangereux voyage jusqu'en Belgique lui ont laissé un énorme stress post-traumatique. L'énergie mentale dont il a besoin pour se hisser au-dessus du seuil de pauvreté lui fait défaut.



**Geneviève (54 ans),
formation universitaire**

« Grâce à Facebook, je trouve des gens qui cherchent des conseils en marketing. En échange, ils remplissent mon frigo ».

Elle n'aurait jamais pensé vivre cette vie. Une enfance dans une famille issue de la classe moyenne, un master en communication, une vie confortable. Jusqu'à ce qu'elle doive élever seule quatre enfants après son divorce. Elle est passée de la richesse à la pauvreté d'un seul coup. Avec son CV impressionnant, elle était taillée pour un poste de cadre, mais à chaque candidature, les doutes sur sa capacité à combiner travail et famille l'ont détruite, en tant que mère célibataire.

Les jobs ont été octroyés à un homme à chaque fois.

Au CPAS, elle s'est heurtée à un mur. Lorsque l'eau a été coupée et qu'elle a dû vivre avec quatre enfants en bas âge dans une maison où elle ne pouvait ni les laver ni tirer la chasse d'eau, elle s'est adressée au CPAS pour obtenir un prêt de 700 euros. La réponse du fonctionnaire ? « *Madame, pourquoi venez-vous nous demander de l'argent avec un tel diplôme ?* »

Il y a cinq ans, Geneviève a contracté une maladie dégénérative. Elle perçoit des prestations d'invalidité, mais elle cherche elle-même des moyens de gagner de l'argent. Grâce aux médias sociaux, elle trouve des personnes qui recherchent des conseils en marketing ou un autre service en échange de courses ou d'essence pour la voiture.

Ainsi, il reste toujours de l'argent pour internet et le loyer. « *Un toit au-dessus de ma tête et une fenêtre sur le monde sont les choses les plus importantes pour moi* », dit-elle.

Cela lui convient mieux que de faire la queue dans une épicerie sociale, une expérience « humiliante », selon elle. Elle veut aussi être utile, à son rythme. Trouver du sens. Elle est donc devenue bénévole, puis responsable d'un « frigo solidaire », où l'on dépose des denrées alimentaires inutili-

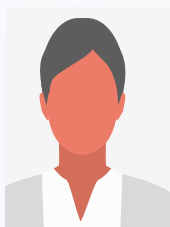


Lorenzo (75), retraité

« Il y aura toujours des gens qui auront plus que vous, mais aussi moins que vous ».

Quarante-quatre ans qu'il travaille, tous les jours, depuis son arrivée en Belgique depuis l'Italie. Pour une pension de 1 200 euros par mois. Il bénéficie heureusement d'un logement social, ce qui permet au loyer de ne pas trop grever son budget.

« Je compte chaque jour ce qu'il me reste. J'avais droit à l'aide alimentaire, mais je l'ai perdue à nouveau parce que j'ai soudainement dépassé la limite de 20 euros par mois. Je veille toujours à ce que mes factures soient payées en premier. Même si cela signifie que je dois me contenter de tartines pendant quelques jours. »



Marie (42 ans), élevée dans la pauvreté

« Je veux un conseiller qui me dise 'comment allons-nous gérer cela', qui en discute avec moi et avec qui nous prenons ensuite les mesures ensemble ».

La résilience, ce n'est pas seulement se battre pour sortir de la pauvreté. La résilience, c'est aussi tenir bon chaque jour, se lever chaque jour, malgré les difficultés quotidiennes. Marie a elle-même grandi dans la pauvreté et, aujourd'hui, en tant que mère d'une famille recomposée avec

sées pour ceux qui en ont besoin.

Vivre avec trop peu, c'est regarder chaque jour quels incendies doivent être éteints en premier. Elle a appris à compter principalement sur elle-même et sur ses amis. « *Les gens doivent réapprendre à s'entraider, à échanger, à planifier en groupe. Souvent, travailler ne suffit plus. Et nous ne pouvons plus compter sur les autorités. Mais ceux qui font preuve de résilience s'en sortent.* »



Cela ne devrait pas dépendre d'une seule personne, et pourtant c'est une assistante sociale qui a fait une différence de 300 euros par mois d'un seul coup de crayon. Alors qu'il venait de prendre sa retraite, il recevait 900 euros. Cette travailleuse sociale a fouillé dans son dossier et a découvert que le service des pensions avait compté le nombre d'années travaillées à partir de ses 18 ans. Lorenzo a commencé à travailler à 14 ans.

Il a perdu sa femme il y a 22 ans. À ses six enfants, il ne demande pas d'aide. Il ne veut pas être un fardeau pour eux. Il a appris à ne compter que sur lui-même et à se contenter de peu. « *Il y aura toujours des gens qui ont plus et qui ne sont pas satisfaits. Mais il y a aussi des gens qui ont moins. Plus vous êtes dans le pétrin, plus vous appréciez ce que vous avez. C'est en réalisant cela que l'on devient riche.* »

cinq enfants, elle doit également compter, peser chaque jour.

Elle bénéficie d'un arrangement collectif de dettes et reçoit 200 euros d'allocation de subsistance pour un ménage de sept personnes pour toutes les dépenses du ménage. Faire ses courses est une activité à plein temps, elle fait des allers-retours entre tous les magasins où il y a des réductions et des promotions pour trouver le moins cher. Le plus souvent, le revenu d'intégration arrive en retard, de sorte qu'elle ne peut pas aller au marché pour faire des courses moins chères le lundi.

Elle vit d'allocations de maladie, tout comme son mari. Jetée à la porte par sa mère à l'âge de 12 ans, elle vivait dans la rue. Vivre dans la pauvreté a souvent des conséquences physiques. Burn-out, dos cassé. Elle vit dans une maison louée remplie de courants d'air, où la cuisine est inondée lorsqu'on allume la chaudière. Quand il fait froid, elle dort avec des vêtements et deux couettes.

Marie a l'impression d'être victime d'une escroquerie. Par le propriétaire, par le gouvernement, par les travailleurs sociaux. « *Les personnes en situation de pauvreté ne connaissent pas leurs droits. On vous maintient dans la stupidité* ». Les assistants sociaux, elle ne les voit pas comme des alliés, mais comme des personnes qui jugent la façon dont elle s'en sort. « *Si je leur dis ce qui ne va pas avec mes enfants, vont-ils venir les chercher ? Je suis tout le temps terrorisée* ».

Son souhait le plus cher : que quelqu'un la soutienne. Elle se sent seule. Depuis la mort de son grand-père, elle n'a plus d'aide de sa famille, elle n'a plus de réseau sur lequel s'appuyer. Elle souhaite un accompagnateur qui lui dise : écoutez, comment allons-nous faire maintenant, qui en discute avec elle et qui prenne ensuite ces mesures avec elle.



Kenzo (34 ans), ancien toxicomane

« Le temps que je réalise ce que je faisais, il était trop tard et tout avait disparu ».

Kenzo sait qu'il a fait une erreur. C'est en tout cas ce qu'il dit lui-même. Il estime qu'il ne peut s'en prendre qu'à lui-même pour sa dépendance à l'alcool et à la drogue. Après tout, il avait un travail dans l'hôtellerie, de l'argent qui rentrait. Mais ensuite, il s'est trompé d'amis, il a fait les mauvais choix. Il a tout perdu. Il essaie de repartir de zéro.

Il vit dans une pièce de quatre mètres sur trois. Il perçoit des indemnités de maladie parce qu'il est temporairement handicapé par les effets de sa dépendance. « *Je veux reprendre le travail, mais ça ne marche pas encore* », dit-il. Il est sous

Pour ses enfants, elle se sacrifie. « *Si je dois choisir entre leur donner à manger ou manger moi-même, je sais ce que je privilégie* », dit-elle. Elle donne ce qu'elle peut, fait des extras. C'est ainsi qu'elle tente d'empêcher ses enfants d'être malmenés à l'école, même par les enseignants. « *On est plus vite étiqueté : pauvre est stupide* », dit-elle. Ses enfants sont autorisés à choisir l'éducation qu'ils souhaitent, « *je verrai comment je la paierai* ». Pour elle, devenir ce que l'on veut ne devrait pas être réservé aux gens qui ont de l'argent.

Elle connaît les personnes en situation de pauvreté qui ne sortent que pour aller à la banque alimentaire ou au magasin et qui, sinon, restent chez elles, volets baissés, porte fermée. « *La solitude de la pauvreté est un trou noir et profond. Si vous avez entendu plusieurs fois que c'est de votre faute, vous commencez à le croire. Mais si vous n'avez pas connu la pauvreté, vous ne le comprendrez jamais.* »

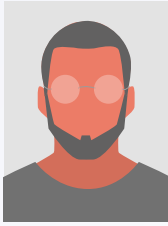
Ce n'est que sur le terrain de football que Marie s'épanouit. Elle est déléguée au club où ses fils jouent au football. Elle y ressent le contrôle et le respect qu'elle ne connaît pas ailleurs dans sa vie. Elle y est écoutée.

gestion budgétaire ; un travailleur social du CPAS perçoit ses revenus et paie les factures fixes et les dettes.

Les obstacles qu'il faut franchir pour trouver de l'aide le font grimper aux murs de frustration. Il se heurte régulièrement à l'assistante sociale. Kenzo a l'impression qu'elle le méprise. «Oula, tant de dettes', m'a-t-elle dit quand elle m'a vu la première fois. « *Vous avez deux voitures dans l'allée et vous avez un crédit immobilier* », lui a-t-elle répondu. « *Sommes-nous donc si différents ?* »

Pour avoir toujours quelque chose à faire, il est bénévole dans une banque alimentaire. « *Quand je suis arrivé ici, j'ai pensé que c'était tellement bien que cela existe que je me suis inscrit pour faire du bénévolat. Je veux donner quelque chose en retour.* »





Dirk (56 ans), sans domicile fixe

« *Cela fait mal de devoir mendier auprès du CPAS en tant qu'adulte pour chaque dépense.* »

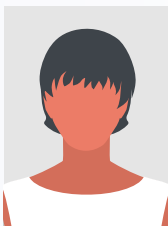
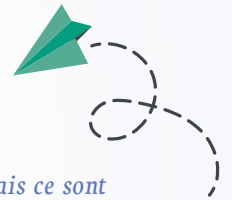
Dirk vit dans une petite chambre chez un ami. Il n'y a pas grand-chose à faire, à part s'asseoir sur une chaise et regarder les arbres. Mais il a un toit au-dessus de sa tête. C'est déjà un pas en dehors de la rue. Les amis qu'il avait là-bas, il les a laissés derrière lui. Ils ne savent pas où il habite maintenant. Il a peur de rechuter.

Les choses ont mal tourné après la mort de sa petite amie, il y a 12 ans. Le chagrin était trop grand. Il s'est perdu dans la boisson. Il s'est installé chez sa mère, mais à la mort de celle-ci, il s'est retrouvé à la rue avec une dette de

18 000 euros. Lorsque son sac contenant sa carte d'identité a également été volé, il a eu l'impression de ne plus exister. « *Dès que l'état civil vous efface, vous n'êtes plus rien* », dit-il.

En collaboration avec le CPAS et son administrateur, il tente aujourd'hui de tout remettre en ordre. Pour chaque dépense - une paire de chaussures, un nouveau pantalon - il doit demander une autorisation. En tant qu'adulte, ça fait mal. Mais il a aussi peur du jour où il devra à nouveau gérer son propre argent, peur d'avoir à nouveau des ennuis.

Il n'est plus question pour lui de travailler ; il perçoit désormais des allocations d'invalidité. Il est également sur la liste d'attente pour un logement social. La semaine dernière, il a reçu une lettre de la société de logement : il se trouve à la 153^e place sur la liste d'attente.



Naima (45 ans), endettée après son divorce

« *C'est un cercle vicieux. Vous n'avez pas d'argent et vous ne pouvez pas travailler. Vous n'arrivez pas à payer les factures, mais le stress vous rend encore plus malade*

et vous n'êtes plus capable de faire quoi que ce soit ».

Naima, infirmière, avait la belle vie jusqu'à son divorce. Elle avait deux emplois - elle était le soutien de la famille. Ils avaient leur propre maison. Mais après la rupture, les choses se sont dégradées. Elle s'est retrouvée seule pour s'occuper des enfants. Elle s'est effondrée. Il n'était plus possible de travailler, mais elle devait verser une pension alimentaire à son ex-mari. Les dettes s'accumulent.

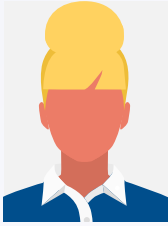
Le CPAS a dit qu'il ne pouvait pas l'aider. Après tout, elle avait eu deux emplois, elle pouvait recommencer, n'est-ce pas ? Elle n'a bénéficié d'aucune compréhension pour son burn-out et ses problèmes de santé chroniques. Elle n'a obtenu les allocations auxquelles elle avait droit que parce qu'elle avait elle-même insisté auprès du CPAS.

« *Ce sont parfois de petites choses. Mais ce sont ces petites choses qui font la différence à long terme.* »

Il y a trois ans, elle a rencontré Bert. Elle vit maintenant avec lui et ses enfants. En partageant les dépenses, elle a pu commencer à rembourser ses dettes. Dans cinq ans, elle les aura complètement remboursées, même si elle devra encore payer 550 euros par mois à son ex-mari pendant un certain temps.

« *Il faut avoir une perspective d'avenir, il faut être capable de travailler pour quelque chose. Ces 5 ans, c'est ma perspective. Ce sera difficile, mais après cela, tout sera payé. C'est différent de grandir et de vivre dans la pauvreté, c'est ce que j'entends de la part de personnes qui ont été pauvres toute leur vie. Quelle est alors votre perspective ?* »





Ingrid (32 ans), victime de violence conjugale

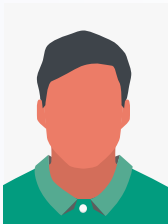
« On devient plus créatif dans la recherche de solutions. »

Ingrid étudie l'orthopédagogie. Pour faire comprendre à ses trois enfants l'importance de l'école, même avec des troubles. Il y a quelques années encore, elle n'avait aucun souci. Pas de soucis financiers. La violence de son mari et ses effets sur leurs enfants l'ont cependant empêchée de dormir. Elle est partie, mais elle doit maintenant se débrouiller temporairement avec les allocations.

Elle perçoit une pension alimentaire par l'intermédiaire du SECAL, le service des créances alimentaires, pour les autres frais liés aux enfants qu'elle gère seule. Son ex-partenaire refuse de payer. Engager un huissier pour chaque facture est trop coûteux.

Elle compte chaque centime, réussissant à tout payer. *« On devient plus créatif dans la recherche de solutions. Vous ne pouvez pas dire à votre enfant : Je n'ai pas les moyens de te payer ça, alors nous ne fêterons pas ton anniversaire. Vous passez donc des heures à chercher, à comparer et à économiser chaque centime jusqu'à ce que vous puissiez organiser une fête. Je hausse les épaules, mais cela demande beaucoup d'efforts. Et il en va de même pour tout. »*

Il s'agit de choisir. Ses enfants portent les traces de la violence qu'ils ont vue à la maison et auraient tout intérêt à consulter un psychologue. Mais une séance coûte 85 euros, une seule fois, par enfant. Parfois, elle ravale sa fierté et emprunte un peu à la famille. Au CPAS, elle ne peut s'adresser à personne. *« Si vous accumulez des dettes, ils vous aident. Mais si vous n'arrivez qu'à joindre les deux bouts, ils vous obligent à utiliser tous vos filets de sécurité. Et on finit par avoir des problèmes avec la facture suivante ».*



Khalid (61 ans), malade chronique

« Lorsque je dis à l'hôpital que j'ai des allocations, je vois leur visage changer », dit-il.

Khalid ne dort pas plus de deux heures par nuit. Ensuite, tout commence à lui faire mal et il ne peut plus se rendormir. Il a un cancer. Il a été diagnostiqué l'année dernière et doit maintenant déboursier beaucoup d'argent pour l'achat de matériel médical, dont une partie seulement lui est remboursée. Il doit également se procurer des seringues, qui coûtent 50 euros chacune, et des médicaments. *« Je demande sans cesse au médecin si j'en ai vraiment besoin. S'il me dit que je peux m'en passer, je laisse tomber les médicaments. »*

Il était en difficulté avant sa maladie, après que l'hôtel où il avait travaillé pendant des années a fait faillite et qu'il n'a pas retrouvé de travail. Une fois par mois, il reçoit une aide alimentaire. C'est lourd à gérer psychologiquement. *« C'est comme vivre moins. Il faut lâcher prise, sinon on pleure dans sa tombe. Mais on ne se sent plus humain. Pour tout, il faut se mettre à genoux. »*

« Lorsque j'arrive à l'hôpital et que je dis que j'ai des allocations, je vois leur visage changer. Vous êtes stigmatisé parce que vous êtes dans cette situation. Ils vous crient dessus. Vous ne devriez pas être ici ! Ou ils s'adressent à vous par votre prénom. Le respect habituel avec lequel les gens s'adressent les uns aux autres ne s'applique apparemment pas à nous. Le fait d'être pauvre ne fait pas de vous une mauvaise personne, n'est-ce pas ? C'est la façon dont vous gérez cette situation qui détermine le type de personne que vous êtes. »



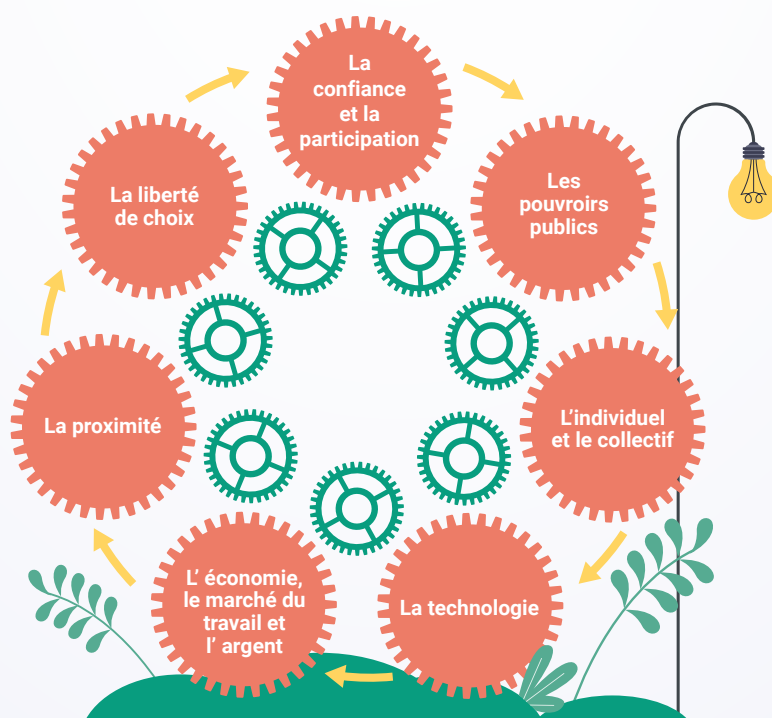
03. ELARGIR LE DÉBAT SUR LA PAUVRETÉ

’Quel que soit le monde en 2040, il devient impératif de réfléchir dès à présent à un nouveau modèle de société plus robuste notamment pour affronter les crises polycentriques et systémiques. Et dans une époque de changements profonds qui vont refaçonner la réalité, ”un nouveau contrat de société peut ouvrir la voie à ’une communauté tissée d’engagements mutuels.

Ce contrat viserait à transformer les individus isolés en citoyens, investis de droits et de responsabilités, forgeant une société plus équitable. Les pistes ci-dessous proviennent des discussions menées autour des scénarios et des défis identifiés par les deux groupes de réflexion. L’ambition est d’esquisser les contours des chantiers à démarrer pour concevoir ce nouveau contrat de société.

Tout au long du parcours, nous avons identifié sept chantiers, auxquels il faut travailler dès au-

jourd’hui si l’on veut éviter des failles d’exclusion nouvelles ou plus profondes d’ici 2040 :



Chaque chantier compte trois rubriques :

- Une brève mise en contexte et en perspective, telle qu'elle ressort de l'analyse effectuée par les membres du groupe de réflexion et de l'expérience des personnes en situation de pauvreté. L'objectif n'est pas de dresser un constat chiffré ou d'effectuer une présentation exhaustive du domaine mais bien d'apporter des éclairages particuliers, tels qu'ils sont apparus au fil du parcours,
- Une projection succincte en 2040, basée sur les aspects saillants des scénarios développés.

Cette projection a permis aux participants de mieux percevoir les facteurs aggravants et les leviers de changement,

- Dans la rubrique 'Atelier d'idées', nous formulons des questions ciblées sur des sujets divers afin d'initier et de poursuivre le dialogue.

Certaines de ces questions explorent des aspects structurels et systémiques, tandis que d'autres se concentrent sur des détails plus spécifiques. Parfois, ce sont des initiatives modestes qui ont le pouvoir de catalyser l'imaginaire et de générer des idées novatrices.

03.I. La confiance et la participation

Contexte et perspective

La confiance, un pilier fondamental

Dans tous les scénarios envisagés, la confiance émerge comme un élément central. Elle joue un rôle essentiel, également pour les personnes interrogées. Cette confiance, qu'elle soit entre les citoyens et les pouvoirs publics ou entre les citoyens eux-mêmes, demeure le ciment le plus important de la société. Et le premier chantier sur lequel se pencher.

En matière institutionnelle, l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement écono-

miques) définit la confiance comme «la croyance d'une personne selon laquelle une autre personne ou institution agira de manière cohérente avec ses attentes de comportement positif». Cinq grands déterminants précisent le niveau de confiance d'une société envers ses institutions : l'intégrité, la réactivité, la fiabilité, l'ouverture et l'équité.

La confiance dans les pouvoirs publics est à la fois fondamentale et fragile. Elle implique une forte connexion entre les citoyens et leurs représentants politiques, l'impression d'être entendu, de ne pas être laissé pour compte et, plus fondamentalement, l'espoir qu'un avenir meilleur est possible. On en a besoin pour aborder la résolution des défis complexes actuels.

Par ailleurs, la confiance du public agit à la fois comme un moyen qui entrave ou favorise la mise en œuvre des politiques et un résultat dans la gouvernance. On peut parler d'une relation bidirectionnelle : des institutions efficaces et perçues comme honnêtes suscitent la confiance, tandis que la confiance renforce l'efficacité institutionnelle. Des facteurs tels que la méfiance envers les personnalités politiques et le scepticisme quant à la capacité d'influencer la politique interagissent, complexifiant l'établissement d'une causalité claire.

Enfin, la confiance au sein de la société, entre les différents groupes qui la composent, est aussi essentielle. Dans le cadre de la négociation d'un contrat de société, le plus souvent implicite, les citoyens acceptent de renoncer à une partie de leur liberté en échange d'une série de services publics, créant ainsi une communauté unie par des intérêts partagés.

Cependant, l'émergence croissante de la polarisation soulève des inquiétudes quant à la stabilité de ce contrat. Certains groupes de citoyens ressentent un déséquilibre, estimant que d'autres ne contribuent pas équitablement. Simultanément, certains groupes ont le sentiment d'être laissés pour compte et remettent en question la cohésion du système. Tout ceci suscite des interrogations sur la nature et l'étendue de l'intérêt commun.

Il est aujourd'hui indispensable de bien comprendre ces dynamiques et leurs développements en cours, en tenant compte des diverses perspectives au sein de la société. Mais où trouver des espaces pluralistes, en mesure d'être perçus comme fiables par l'ensemble des citoyens dans un contexte de plus en plus complexe et polarisé ?

La participation : influence sur son propre destin et sur celui de la collectivité

La participation, entendue comme un moyen d'agir, de prendre part à la vie politique, mais surtout à la vie communautaire, est un des premiers leviers pour renforcer la confiance. Elle représente un moyen de pouvoir être un partenaire qui compte, dans le cadre d'un contrat de société qui appelle à des engagements réciproques.

Pressions de toutes parts

« Vous avez l'impression d'être traité comme une merde. Pourquoi ? Parce qu'ils n'ont pas confiance en vous. Ils pensent que vous êtes un menteur. Nous devons prouver que nous ne mentons pas ».

« Fainéant ». Profiteur 'Vous obtenez tout'. Pauvre. « Imbécile ». « Vous feriez mieux d'aller travailler ». C'est ce qu'on dit. Si vous n'avez pas connu la pauvreté, vous ne la comprendrez jamais. Jamais. Lors de la kermesse, il y a quelques années, le CPAS nous a permis, en tant que mères célibataires, de défilier dans la rue, avec un char, pour 1 euro. 'Vous voyez qu'elles défilent, là ! Pour ça, elles sont capables », ai-je entendu les gens rire. L'année suivante, toute la ville a été autorisée à participer pour 1 euro. Je n'ai pas pu résister : « Ah, vous êtes là aussi ? Allez ! ». Ils ne vous connaissent pas et ont déjà leur jugement. Et puis il faudrait s'intégrer dans la société ? Ils interprètent ce qu'ils voient mais ne pensent pas à la personne elle-même ».



Ces citations des participants aux groupes de discussion illustrent combien les relations de confiance sont aujourd'hui soumises à des pressions de toutes parts. Les personnes en situation de pauvreté ont le sentiment de devoir prouver leur intégrité face à la suspicion et aux préjugés. Elles doivent sans cesse prouver qu'elles sont suffisamment pauvres pour obtenir de l'aide et suffisamment « innocentes » pour la mériter. Elles ne se sentent pas entendues et voient surtout des organisations et des gouvernements qui sont très éloignés de leur réalité et qui réfléchissent à la manière dont les choses pourraient être différentes pour elles, et non pas avec elles.

Ces expériences individuelles mettent en évidence la fragilité de la confiance aujourd'hui et génèrent le sentiment d'exclusion. Elles montrent également combien il est difficile de se sentir acteur de la société.

La technologie est considérée comme un accélérateur de cette méfiance individuelle et générale. La diffusion d'une propagande orchestrée et personnalisée sur les médias sociaux creuse également un fossé entre les gens dans la vie réelle. Les fake news et la pensée conspirationniste exercent une pression sur le soutien communautaire.

« Il est plus facile d'inspirer de la peur aux personnes qui ont des problèmes financiers. Lorsque vous avez moins de possibilités, il est parfois plus facile de rejeter la faute sur quelqu'un d'autre, de voir une grande conspiration ».

Et en 2040?

Dans plusieurs scénarios décrits ci-dessus, la confiance se détériore encore, ou risque de s'exercer principalement au sein de groupes plus restreints, qui peuvent en venir à s'opposer les uns aux autres. La capacité à participer activement à la société est également mise à l'épreuve.

Dans un scénario comme Polaris, par exemple, avec une polarisation croissante, on court le risque que les communautés s'isolent de plus en plus les unes des autres, faisant taire le dialogue et la solidarité, creusant ainsi un écart grandissant de prospérité.

Si l'on s'oriente vers un régime 'intramuros', et la fermeture des frontières, les minorités risquent de devenir des boucs émissaires, une mentalité de surveillance constante pourrait se mettre en place, avec une intrusion dans la vie privée et peu de possibilités de développement individuel.

En termes de participation à la vie active, si l'on se dirige vers un monde 'Brand International', ceux qui ne pourront pas suivre les transitions vers la durabilité ou développer leurs talents risquent de ne plus trouver leur place et tomber dans l'oubli de la précarité.

Et quel que soit le scénario observé, le manque de réseau augmente considérablement le risque de pauvreté.

Enfin, la technologie est utilisée dans de nombreux scénarios pour encourager la participation. Mais l'illusion de participation que créent les plateformes numériques n'est pas à la hauteur du besoin des gens d'être un véritable partenaire dans le dialogue sur leur avenir et celui de la société.

Atelier d'idées

Elever la qualité de l'information

La qualité de l'information a des conséquences directes sur la qualité des décisions prises par les décideurs politiques et sur la mesure dans laquelle ces décisions sont considérées comme légitimes. Mais qu'est-ce qu'une information de qualité ? En matière de pauvreté, les participants aux deux groupes de réflexion pensent qu'au-delà des conditions habituelles (fiabilité, précision, pertinence par exemple), c'est une information qui intègre la voix des personnes en situation de pauvreté, notamment pour améliorer les politiques.

- Comment optimiser l'utilisation et la diffusion des données et connaissances détenues par de nombreuses organisations et institutions (publiques) afin de favoriser une intelligence collective accessible à la société ?
- Dans la même ligne, comment faciliter l'échange libre de connaissances entre différentes institutions et organisations, afin d'éviter

la redondance et de maximiser l'utilisation efficace du temps et des ressources, plutôt que de «réinventer la roue» ?

- Devrait-on envisager une transition vers des marchés complètement ouverts, ou modulés graduellement sur base des principes des creative commons pour le libre échange des connaissances et des idées ?
- Peut-on concevoir des mécanismes permettant aux citoyens d'initier des consultations auprès des institutions, publiques notamment, qui réfléchissent aux enjeux de société, telles que les agences de planification et les groupes de réflexion, dans divers domaines ? L'objectif serait d'encourager ces institutions à élargir leur base de connaissances tout en opérant avec une plus grande transparence.
- Comment peut-on établir de manière plus tangible le lien entre les connaissances acquises et le processus d'élaboration des politiques publiques ?
- Quelles mesures concrètes peuvent être mises en place pour assurer une transparence accrue dans l'allocation des ressources publiques et l'évaluation des résultats ?

Un accès égal à l'information

L'inégalité d'accès à la connaissance et à l'information entrave la prise en compte des droits, complique les situations personnelles, alimente les rumeurs et perturbe le lien avec la réalité.

« Lorsque nous nous sommes mariés, nous avons perdu toute une série de prestations d'un seul coup, car nos revenus ont été additionnés. Nous avons alors envisagé de divorcer pour pouvoir à nouveau prétendre à ces prestations, car nous avons besoin de cet argent. Mais nous risquions alors un contrôle pour «divorce fictif», car nous vivions toujours ensemble. Nous pourrions également perdre notre allocation d'invalidité. Pourquoi personne ne nous a prévenus ? Pourquoi n'avons-nous pas eu cette information ? Un gouvernement ne vous dira pas cela... »

- Doit-on partir du principe qu'il incombe à l'individu seul de trouver les informations nécessaires, ou faut-il davantage de lieux sûrs - accessibles, impartiaux, sans jugement - pour trouver des informations vérifiées et adaptées aux situations personnelles, afin d'aider les citoyens à naviguer plus facilement et ne pas prendre de décisions qui s'avèreraient plus tard préjudiciables pour eux ?

- Comment rendre plus accessibles à un public plus large les recherches menées par des institutions indépendantes d'analyse stratégique et politique ?

Bonne pratique

Greenfacts est un exemple d'organisation indépendante qui vulgarise des informations complexes, qui traduit des rapports scientifiques internationaux pour un public plus large. Par ailleurs, EUMatrix vise à proposer des évaluations impartiales qui doivent être accessibles pour tous dans une démocratie fonctionnelle à l'échelle européenne.

Une voix dans les débats et les politiques

Une meilleure compréhension de la pauvreté et de la vie en situation de pauvreté est de nature à renforcer la qualité des mesures prises et l'adhésion à celles-ci.

- Pourrait-on appliquer un « test de pauvreté » obligatoire à tous les projets de réglementation publique, à tous les niveaux ? Comment généraliser un tel test, et sur quels critères se baserait-on pour élaborer ce test ?
- Les pouvoirs publics et les organisations de terrain pourraient-ils donner systématiquement aux personnes en situation de pauvreté l'occasion de partager leur expérience, par exemple en formant davantage d'experts du vécu en la matière, afin qu'ils puissent participer sur un pied d'égalité aux organes consultatifs et aux comités qui informent et codirigent les politiques ?
- Si cette représentation ne se fait pas rapidement, un système de quotas pourrait-il être envisagé pour rendre les plates-formes consultatives plus représentatives ?

Reconnaître la participation à la société

Dans les scénarios qui ont le mieux réussi à réduire la pauvreté, tels que Civica ou Drive, la participation civique s'avère un élément clé. Mais aujourd'hui, l'accent mis sur les gains économiques masque un large éventail d'activités qui créent une valeur sociale, et qui sont moins visibles. Les personnes qui ne travaillent pas se sentent moins reconnues et valorisées en tant que citoyens.

- Serait-il possible d'imaginer d'autres modèles de gouvernance comme ceux élaborés dans le cadre de politiques publiques liées aux communs à Gand en matière de politiques, stratégies et plans relatifs à la lutte contre les différentes formes de pauvreté qui favoriseraient de nouvelles formes d'expérimentation dans lesquelles les personnes précarisées sont à la fois les bénéficiaires et les acteurs de changement ?
- Comment pourrait-on reconnaître et valoriser une variété d'activités qui contribuent au bien-être social ?
- Pourrait-on imaginer un système de crédit basé sur l'IA pour prendre en compte les contributions de chacun ?
- Ces systèmes de récompense peuvent-ils exacerber les inégalités ? Est-il nécessaire de prévoir une supervision et des conseils pour s'assurer que les citoyens qui se débrouillent le mieux dans ces systèmes n'en profitent pas plus que les citoyens vulnérables ?

Un équilibre entre les droits et les devoirs

Tout citoyen a droit à un travail et à un revenu décent, à la protection sociale, aux soins de santé, à un logement décent, à un cadre de vie sain et à la participation sociale et culturelle. Or, actuellement, ces droits sont loin d'être une réalité pour tout le monde.

- Comment légitimement équilibrer la discussion sur les devoirs et les droits dans une société où la polarisation s'accroît ?
- L'idée d'un contrat de société peut-elle être considérée comme une incitation à envisager la pauvreté comme une responsabilité partagée, voire collective ?



03. II. Les pouvoirs publics

Contexte et perspective

Les pouvoirs publics aujourd'hui

De nombreux citoyens attendent encore principalement des gouvernements qu'ils relèvent les défis sociaux et créent les conditions d'une vie digne. Ce sont les gouvernements, aux différents niveaux, qui, aujourd'hui, définissent et mettent en œuvre la politique de lutte contre la pauvreté, avec des leviers tels que le marché du travail, le logement, l'éducation, les soins de santé. Ils veillent sur le filet de sécurité sociale pour ceux qui en ont besoin.

Cela fait de la réduction de la pauvreté un élément fondamental du contrat entre les citoyens et les gouvernements. Les gouvernements peuvent lutter contre la pauvreté par des politiques audacieuses, des investissements, des lois et des réglementations visant à garantir les droits et à prévenir la discrimination, et en remettant en question les attitudes sociales et les stéréotypes qui aggravent la pauvreté et le désespoir de se sentir exclus.

La fiscalité et les impôts sont un des leviers importants, pour financer d'autres domaines tels que l'éducation, l'emploi, la sécurité sociale, ainsi que d'autres mesures non financières telles que la législation contre la discrimination, le logement, la santé, ...



La pauvreté peut être combattue même sans le rôle actif du gouvernement, mais cela n'est pas sans conséquences sur l'efficacité et l'ampleur des efforts. Les interventions systémiques ainsi que les interventions visant à revendiquer les droits des groupes vulnérables, sans l'influence d'un gouvernement, échouent souvent.

Les pouvoirs publics ont plusieurs visages pour les personnes en situation de pauvreté. Celui du travailleur du CPAS, du directeur d'école, du fonctionnaire municipal, du médiateur pour l'emploi ou de toute autre personne assimilée à une institution (contrôleur des consommations de gaz et d'électricité, assureur, employé dans une mutuelle,...).

Parfois, comme nous l'avons noté dans le panel expérientiel, il s'agit d'un visage utile qui, par une seule intervention, fait une différence positive dans la vie des personnes concernées. Le plus souvent, il s'agit du représentant qu'ils perçoivent comme impuissant ou peu concerné.

Les membres des deux trajets sont d'accord sur les constats suivants : le filet de sécurité sociale est sous pression, les conditions d'assistance se multiplient et l'imbricatio est étouffant, y compris pour les premières lignes qui devraient pouvoir accorder plus de temps aux liens sociaux qu'aux démarches administratives. Les mécanismes de redistribution sont souvent défectueux, les besoins de base ne sont pas toujours satisfaits. Les pouvoirs publics fonctionnent dans des cases, alors que la vie des personnes en situation de pauvreté, avec des problèmes complexes, ne rentre pas dans ces cases.

Dans leurs contacts fréquents avec les services publics, les personnes en situation de pauvreté éprouvent beaucoup de frustration, une frustration qui est parfois partagée par les prestataires de services eux-mêmes.

« C'est beaucoup de recherches et de portes fermées. Si vous avez un problème et que vous voulez en parler, ils vous jugent immédiatement. Vous n'avez pas le droit à l'erreur ».

« Ils vous envoient de gauche à droite, ils vous demandent le formulaire A, mais pour l'obtenir, vous devez d'abord remplir le formulaire B. Et pour le demander, vous avez besoin du formulaire C, qui se réfère à son tour au formulaire A.» Et pour le demander, il faut le formulaire C, qui à son tour renvoie au formulaire A. »

« Mais vous devez tout prouver. Vous devez montrer quels sont vos revenus, ce que vous dépensez, chaque centime, et pour quoi. Toutes ces conditions, tout le temps. Ensuite, ils disent que vous ne pouvez pas fumer, parce que si vous avez de l'argent pour fumer, vous avez cet argent pour vos enfants. Pourquoi ont-ils le droit de se mêler de ça ? ».

Et en 2040 ?

Dans chacun des scénarios qui offrent le plus d'espoir de lutter efficacement contre la pauvreté, les pouvoirs publics jouent un rôle clé. Un gouvernement qui joue un rôle de premier plan à l'intérieur du pays et à l'étranger, comme dans le scénario Drive ; un gouvernement qui tire la couverture à lui pour éliminer les excès du système et qui s'efface ensuite, un gouvernement qui facilite la responsabilité des citoyens et des entreprises et qui fournit des outils clairs et accessibles pour ce faire.

Les sociétés se portent moins bien dans les scénarios où les pouvoirs publics sont devenus des sous-traitants des entreprises (internationales), comme Brand International, ou lorsqu'ils prétendent être forts, mais ont en fait abandonné toute responsabilité pour le bien-être des citoyens qui n'appartiennent pas à leur propre élite ou à leur propre groupe, comme dans l'Intramuros, avec le risque de voir s'accroître l'effet Matthieu.

Atelier d'idées

Technocratie versus démocratie ?

Les défis actuels exigent des pouvoirs publics compétents, dotés d'une vision à long terme et qui ne changent pas de cap à la moindre crise, selon de nombreux scénarios. Des pouvoirs qui élaborent et orientent leurs politiques sur la base de données, de preuves et de faits. Qui s'affranchissent des politiques bien intentionnées qui ne sont pas correctement mises en œuvre parce que les objectifs sont subordonnés aux structures.

- Les grands défis tels que le climat ou les migrations, qui peuvent offrir des opportunités de lutte contre la pauvreté mais aussi éroder la solidarité dans les sociétés, sont-ils mieux gérés de manière technocratique, basée sur des données notamment numériques, que par des approches idéologiques ? Comment créer l'adhésion des citoyens à de telles approches ?
- Est-il envisageable de développer davantage une approche globale de la lutte contre la pauvreté au niveau européen, en ramenant à ce niveau des domaines tels que les soins de santé, la fiscalité, les systèmes de pension et l'éducation ?
- Comment l'Etat peut-il soutenir les innovations sociales répondant aux enjeux sociétaux, et aux actions sociales réduisant la pauvreté ?

Le visage des pouvoirs publics devrait-il être redessiné ?

Grâce à leurs nombreuses expériences avec les services administratifs de notre pays, les membres des deux groupes de réflexion ont formulé de nombreuses suggestions pour des pouvoirs publics centrés sur l'utilisateur.

- Comment concevoir une assistance proactive adaptée aux individus avec l'aide des applications numériques et de l'IA ?
- Est-il possible d'utiliser l'automatisation pour regrouper des fragments de services distincts dans un parcours intégré qui a du sens pour le client ?
- La gouvernance API, qui permet aux agences gouvernementales, aux organisations d'aide et aux autres parties prenantes de partager plus facilement des données afin d'identifier les be-

soins, de mieux collaborer et d'évaluer l'efficacité de l'aide de manière plus approfondie, est-elle utilisée de manière adéquate ? Comment l'améliorer ?

- L'inadéquation entre les organisations et les personnes en situation de pauvreté est-elle due en grande partie à la sous-capacité de ces services ? Ou bien le mécontentement révèle-t-il un problème plus profond de recrutement ? Les pouvoirs publics devraient-ils travailler autrement à une gestion des ressources humaines qui attire des employés plus flexibles et osant sortir des sentiers battus, dont le profil et les talents sont mieux adaptés aux besoins des personnes en situation de pauvreté ?

Bonnes pratiques

Le gouvernement finlandais a envoyé des informations et un formulaire d'inscription à une partie de la population âgée au moment de la création de la garantie des pensions de retraite, stratégie qui a eu un effet plus important auprès des personnes les plus âgées et de celles qui ne savaient pas si elles remplissaient ou non les conditions requises pour bénéficier de ce régime de prestations. Dans des pays comme la Belgique, la communication d'informations ciblées aux ménages susceptibles de remplir les conditions d'octroi des prestations s'est révélée être une stratégie efficace pour augmenter le taux de recours à la protection sociale ; les effets de cette stratégie restent en outre significatifs sur la durée. Au Royaume-Uni, les bureaux de Citizens Advice fournissent des informations aux bénéficiaires potentiels.

Équilibre entre contrôle et confiance

- Où se situe le juste milieu entre un contrôle efficace des abus possibles et la confiance dans les concitoyens ?
- Comment les pouvoirs publics peuvent-ils être actifs lorsque c'est nécessaire et se tenir à l'écart lorsque c'est opportun ?
- Comment mieux communiquer sur la proportion entre la non-souscription des droits sociaux et les cas de fraude sociale, perçus comme trop nombreux ?

« Pour obtenir une aide alimentaire ou des soins médicaux aux tarifs sociaux, par exemple, vous devez à chaque fois fournir une tonne de preuves, remplir une montagne de documents, parler à toute une série de personnes. Et tout cela pour obtenir ce à quoi vous avez droit simplement, en fonction de vos revenus ».

Rôle et responsabilités des pouvoirs publics

Est-il réaliste de compter sur les pouvoirs publics pour prendre des mesures innovantes et fortes ou ces impulsions ne peuvent-elles venir que des entreprises, des citoyens, du monde associatif, d'une nouvelle société civile ? Dans ce cas, qui veille à l'égalité d'accès ?

Espace expérimental et partage des connaissances

- Dans quelle mesure les pouvoirs publics devraient-ils financer des « living labs » pour compenser le manque de flexibilité de leurs propres structures et règles ?
- Les pouvoirs publics devraient-ils diffuser les données, les connaissances et les informations gouvernementales par le biais de plateformes open-data afin que les citoyens entrepreneurs puissent s'en servir.

Services de base

Dans plusieurs scénarios, les pouvoirs publics considèrent le devoir de garantir aux citoyens des services tels que l'énergie, l'éducation, l'eau, les soins de santé et parfois même le logement comme une tâche fondamentale, un paquet de base inaliénable auquel tout le monde a droit.

- Des solutions fiscales sont-elles envisageables pour faire de la gratuité des services de base une option viable pour les finances publiques ?
- À partir d'un certain niveau de revenu, les personnes devraient-elles payer davantage pour les services de base que les personnes moins bien loties, par exemple pour une visite chez le médecin ?

- Le gouvernement devrait-il opter pour un héritage minimum pour chaque nouveau-né, garantissant à chaque personne un capital initial pour une vie digne ?
- Comment favoriser la médecine préventive et communautaire pratiquée par les Maisons médicales, afin d'augmenter le nombre de personnes précaires soignées préventivement, et réduire les dépenses médicales liées à des soins trop tardifs ?

Logement et éducation

Deux domaines ont été cités par les membres des deux groupes de réflexion comme essentiels dans la lutte contre la pauvreté :

Logement

- Les pouvoirs publics peuvent-ils utiliser la reconversion du bâti existant en des villes climato-résilientes pour développer une approche socialement juste à l'échelle des quartiers ? Est-ce une meilleure méthode que les subventions individuelles pour améliorer l'efficacité énergétique, développées également pour lutter contre la précarité énergétique ?
- Les pouvoirs publics peuvent-ils encourager des formes de logement plus flexibles et plus collectives qui améliorent l'accès à des logements de qualité et les protègent de la spéculation ?
- Est-ce que le modèle Housing First devrait devenir la norme pour aborder l'itinérance (temporaire ou imminente) ?

Education

- Comment sortir d'un système éducatif figé sur l'ancien modèle industriel, axé sur le marché du travail, dans un monde où ce marché du travail évolue à la vitesse de l'éclair sous l'effet de l'IA ?
- Dans ce contexte, l'école ne pourrait-elle pas devenir le lieu d'une éducation plus large, intégrant aussi d'autres aspects, comme l'éducation aux soins ?
- Est-il possible de concevoir une éducation qui abandonne l'idée d'une longue vie scolaire et, avec elle, la primauté des diplômes (belges) ?
- Comment garder à bord les personnes qui ont du mal à s'adapter aux changements rapides, malgré les nombreuses possibilités de reconversion ?

« Je ne veux pas que mes enfants aient à lutter chaque jour comme moi. Ils devraient recevoir l'éducation qu'ils souhaitent. Devenir ce que l'on veut devenir ne devrait pas être réservé aux gens qui ont de l'argent ».

« Le monde extérieur ne se rend pas compte des difficultés que nous (avons) rencontrées, pas plus qu'il ne connaît la force dont vous avez besoin pour vous en sortir jour après jour avec beaucoup trop peu d'argent. Personne ne reconnaît nos compétences. »

« Je crois que vous avez besoin de ce papier parce que sinon, ils peuvent sérieusement jouer avec vos pieds. Mais le système d'éducation en lui-même a besoin d'être retravaillé. J'ai l'impression d'y perdre mon temps, de ne rien apprendre d'utile qui puisse m'aider dans la vie. Je connais beaucoup de gens qui n'ont pas de diplôme. Cette école, nous ne la gérons pas. Beaucoup de gens qui viennent de notre situation ne sont pas habitués à cela, à rester assis à l'école pendant des jours entiers. Je ne suis pas allée à l'école pendant quatre ans. »

« Être pauvre est un travail à plein temps ».

03.III. L'individuel et le collectif

Contexte et perspective

« Ne pas être monté du doigt »

Dans la perception du public, la pauvreté est encore souvent imputée à des défauts individuels, aux choix et au comportement des personnes vivant dans la pénurie. La pauvreté est alors considérée comme une responsabilité individuelle et les facteurs structurels et contextuels plus larges sont ignorés. Ce modèle de culpabilité individuelle alimente la stigmatisation des personnes en situation de pauvreté.

Si le comportement individuel peut jouer un rôle dans l'émergence ou la persistance de la pauvreté, les participants aux groupes de réflexion ont principalement examiné les facteurs systémiques et l'intersectionnalité - où les différentes formes d'inégalité agissent sur la pauvreté comme un accélérateur de particules - pour donner un sens à la persistance de ce phénomène social.

Responsabiliser les individus par l'éducation et la formation, les guider sur le marché du travail, abaisser les barrières individuelles à la santé ou à l'aide sociale, promouvoir l'éducation financière ou renforcer leurs réseaux, ces approches requièrent également une responsabilité collective plus large. Comme l'écrit le sociologue américain Matthew Desmond dans «*Poverty, by America*», la prise de conscience que la pauvreté signifie «comment certaines vies sont réduites pour que d'autres puissent grandir».

La honte est profonde

Les groupes de discussion composés de personnes en situation de pauvreté ont révélé à quel point elles se sentent montrées du doigt, sans que l'on cherche à comprendre pourquoi elles se trouvent dans cette situation. Les étiquettes qui leur sont accolées les touchent profondément. De nombreuses personnes en situation de

pauvreté ont admis qu'elles avaient intériorisé la culpabilité de leur propre situation, qu'elles avaient honte, qu'elles en étaient venues à croire que tout était de leur faute. Elles ont l'impression de devoir constamment se justifier et cette humiliation ronge leur confiance en elles. Elles ne se sentent pas membres de la communauté.

« Vous êtes traités comme des moins que rien. Pourquoi ? Parce qu'on n'a pas confiance en vous. Nous sommes considérés comme des menteurs. Nous devons prouver que nous ne mentons pas. Ce devrait être comme au tribunal : ce n'est pas à moi de prouver que je suis innocent, c'est à vous de prouver que je suis coupable ».

« Les gens pensent que c'est de notre faute si nous vivons dans des logements de mauvaise qualité. Cela prouve que nous ne nous préoccupons pas du bien-être de nos enfants. Mais est-ce notre faute s'il n'y a pas assez de logements sociaux et autres logements décents sur le marché que nous pouvons nous permettre ? Les gens ne vont pas aussi loin dans leur réflexion. »

« C'est un cercle vicieux : vous acceptez ces accusations, vous avez honte et vous vous isolez encore plus. »

« Quand je suis venue ici (à la banque alimentaire, ndlr), ça m'a tellement plus que j'ai commencé à faire du bénévolat. C'est tellement magnifique, je veux donner quelque chose en retour parce qu'en tant que famille, ça nous aide énormément. »



Et en 2040 ?

Est-ce que ce sont les individus qui sont en premier lieu responsables de la place qu'ils se créent dans le monde de demain à force de travail, de persévérance et d'adaptation ? La prise en charge des concitoyens, notamment les plus vulnérables, est-elle une responsabilité collective qui appelle des réponses collectives ? Ou est-il possible de dépasser ce clivage idéologique par d'autres moyens ?

Les scénarios étudiés apportent des réponses différentes à ces questions.

Lorsque les communautés locales se mettent à la barre, comme dans 'Civica', la solidarité et l'esprit communautaire sont les forces motrices des groupes, avec des panels de citoyens, des organisations de base, des systèmes de troc comme les banques de temps et l'échange de services, de sorte que même ceux qui ont moins de ressources ont toujours accès à l'aide et aux services, et peuvent également tirer parti de leurs propres compétences pour échanger des services.

Ou bien nous nous dirigeons vers des communautés introspectives et polarisées, comme dans 'Intramuros', où seuls ceux qui se conforment aux lignes du régime ou ceux qui sont nés «ici» appartiennent à la communauté. À première vue, la communauté et le bien commun sont au cœur de ce monde, y compris à travers l'organisation du service civique. Mais ceux qui y regardent de plus près voient qu'il s'agit surtout d'un système de contrôle avec des simulacres de solidarité. Dans ce monde-là, les pauvres d'aujourd'hui peuvent être cooptés, mais d'autres, pour des raisons différentes, échappent à toute forme de filet de sécurité.

À l'autre extrême, on trouve le scénario 'Brand International', où les services ont été privatisés, où l'on s'adresse aux gens en tant que clients-employés et où la vie est une chaîne d'abonnements. L'accès aux services et leur qualité dépendent de ce que l'on peut apporter soi-même.

« Il faut prendre davantage conscience des problèmes liés à la pauvreté. Il faut réduire la gêne liée à cette situation pour faciliter la discussion sur cette thématique. Tout le monde doit prendre ses responsabilités. Il faut d'abord en parler et être proactif. Si on arrive à motiver plus de gens à se bouger davantage pour les autres et la

société, nous pourrions vivre dans un monde meilleur. »

Atelier d'idées

Renforcer les individus

Dans les scénarios où l'autonomie et l'adaptabilité sont essentielles, l'accent est mis sur l'autonomisation des individus pour leur permettre de sortir de la pauvreté ou d'y rester. Certaines voix au sein du groupe de réflexion supposent un appauvrissement général de l'ensemble de la société d'ici à 2040, une grande partie de la classe moyenne voyant ses revenus réduits à néant sous la pression de défis tels que l'IA. Ils préconisent d'enseigner largement les mécanismes d'adaptation permettant de faire face à l'appauvrissement lorsqu'il deviendra inévitable.

- Un accompagnement plus intense et personnalisé des personnes en situation de pauvreté sur les choix qu'elles font pour leurs finances ou en tant que parents peut-il faire la différence ? Est-il réaliste de l'imaginer ? A quel niveau et avec quels moyens ?
- Comment alléger le travail administratif (de plus en plus digital) essentiel des premières lignes ?
- Comment permettre aussi aux personnes ayant vécu plusieurs chocs/ événements ayant entraîné la pauvreté, de se stabiliser, prendre du recul avant d'entamer une série de démarches ?
- Comment éviter d'ajouter à la culpabilité et à la honte individuelles dans ce type de coaching ?

Etendre les biens communs ?

Dans différents scénarios, les biens communs, qui fonctionnent aujourd'hui encore de manière relativement marginale, se voient attribuer un rôle plus décisif dans la société. Fondés sur l'idée de l'autonomisation des citoyens - ou sur le transfert de responsabilités et la réduction des coûts par les pouvoirs publics-, ils assurent une autogestion partagée, selon des modèles innovants en termes de gouvernance avec les autres agents économiques. Ils adoptent souvent une logique de préservation et de reproduction des ressources et forment un réseau d'aide et de soutien pour ceux qui opèrent au sein de ces biens communs.



En théorie, presque tous les aspects de la vie humaine peuvent en faire partie, de la gestion de l'énergie aux communautés de logement collectif et aux ressources en passant par l'approvisionnement en nourriture dans une vision utopique de la gestion communautaire. En donnant accès à la nourriture, à l'énergie, à l'eau ou aux ressources, les biens communs peuvent réduire la charge financière que représentent ces services de base pour les personnes en situation de pauvreté.

La gestion des biens communs peut offrir de nouvelles possibilités d'acquisition de connaissances ou d'emplois dans une économie plus verte et plus locale. Les réseaux qui se forment peuvent soutenir les personnes en situation de pauvreté, par exemple au moyen de fonds de solidarité ou de services, d'espaces et d'infrastructures communs, voire encore un accès à une alimentation de qualité selon un business model alternatif.

Mais interrogés sur leurs réserves à l'égard des biens communs existants aujourd'hui, les membres des groupes de discussion composés de personnes en situation de pauvreté ont indiqué qu'ils considéraient qu'il s'agissait principalement d'une question concernant la classe moyenne supérieure, qui exige une réciprocité qu'ils ne peuvent pas apporter.

- Comment organiser une réciprocité dans les biens communs pour l'énergie ou le logement qui ne soit pas purement financière, mais par exemple basée sur du bénévolat dont plusieurs personnes en situation de pauvreté démontrent l'importance pour obtenir de la reconnaissance et construire des liens sociaux ?
- Comment s'assurer que tous les membres d'une communauté qui le souhaitent puissent participer au processus de prise de décision dans un patrimoine commun ?

Bonnes pratiques

Plus de 500 biens communs à Gand et plus de 100 à Bruxelles offrent aux gens l'opportunité de vivre ensemble différemment, de répondre à leurs besoins essentiels selon des approches économiques très diverses, notamment en partageant des ressources, ce qui rend un revenu plus élevé moins nécessaire. Les Communs de Gand opèrent dans l'ensemble des fonctions vitales d'une métropole.

Il existe d'autres exemples inspirants comme Micro Factory, un collectif bruxellois de production artisanale collaborative. Plus de 50 artisans y partagent des espaces, leur permettant d'améliorer leurs compétences dans leur domaine en collaboration avec d'autres, tout en partageant leur espace de production. Auparavant, les artisans louaient des espaces individuels de 100 à 200 m² en tant qu'indépendants, maintenant ils partagent 10 m² par personne. Cela se traduit par une meilleure qualité de vie et une réduction du besoin de revenus élevés, qui étaient nécessaires pour payer des emprunts bancaires ou des propriétaires d'ateliers.

Qui fait partie de la communauté ?

Un certain nombre de tendances sont considérées comme acquises, quel que soit le monde dans lequel nous nous trouvons en 2040. Les participants au groupe de réflexion estiment que c'est le cas, par exemple, du changement climatique et des arrivées de demandeurs d'asile qu'il entraîne, ainsi que des migrations en général. Dans tous les scénarios, les sociétés cherchent des moyens de repenser notre relation à ces mouvements de population. «Le Sud arrive», a déclaré l'un des membres du groupe de réflexion.

Dans les groupes de discussion, certaines personnes en situation de pauvreté ont exprimé leur mécontentement face à la concurrence qui se crée déjà au bas de l'échelle sociale, le sentiment que les nouveaux arrivants sont davantage soutenus que les personnes en situation de pauvreté. Les membres des groupes de réflexion se sont également montrés conscients de ces sensibilités.

De leur côté, les témoignages des nouveaux arrivants parmi les membres des groupes de discussion ont révélé qu'ils étaient tout aussi perdus et qu'ils souffraient d'un manque de soutien. Sans papiers, vous êtes en dehors de la communauté, les frontières et les documents officiels déterminent l'accès aux droits et aux devoirs. Le groupe de réflexion a mis en évidence les talents ainsi gaspillés, à une époque où tous les acteurs sont sur le pont dans tous les pays.

- Un ensemble de droits fondamentaux pour toutes les personnes dans le monde est-il une solution, de sorte que n'importe qui, n'importe où dans le monde, puisse exercer ces droits et commencer immédiatement à contribuer à la société ?
- Le télétravail peut-il permettre aux ressortissants des pays d'immigration de travailler dans leur propre pays tout en gagnant un revenu décent, limitant ainsi l'immigration, tout en évitant de créer de nouvelles vagues de délocalisation des métiers qui créeraient de nouvelles formes de précarité en Belgique ?
- Des alliances plus nombreuses et des politiques mondiales plus cohérentes sont-elles possibles pour les agriculteurs en difficulté financière d'ici et du Sud ?
- Comment créer les fonds de transition nécessaires au Nord et au Sud ?

« Chaque être humain a droit à une existence digne. Pour les étrangers venant de zones de guerre, ils construisent des villages avec des conteneurs. Pourquoi ne peuvent-ils pas faire la même chose pour notre peuple ? Ça fait mal. Aidez tout le monde. Je n'ai rien contre ces gens, mais ce n'est pas juste. Nous devrions bénéficier de la même chose. Nous sommes dans l'impasse et devons attendre ».

« Ces personnes ont leurs droits et devraient les obtenir, mais ensuite, c'est pour tout le monde, il ne devrait pas y avoir de discrimination ».

03.IV. La technologie

Contexte et perspective

Le meilleur des mondes

Prédire la direction que prendra l'évolution technologique d'ici 2040 est évidemment une mission impossible, compte tenu de la vitesse fulgurante des développements. Sur la base des tendances actuelles, on peut s'attendre à ce que l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique prennent encore plus d'ampleur, avec des applications de plus en plus ingénieuses dans tous les domaines possibles, par des systèmes capables de prendre des décisions de plus en plus complexes.

La vitesse de traitement improbable de l'informatique quantique pourrait rendre les algorithmes de plus en plus précis et performants. Le groupe de réflexion espère que cela pourrait aider les gouvernements et les organisations à identifier les besoins dans des domaines tels que les soins

de santé, l'éducation et l'infrastructure énergétique, à concevoir des interventions ciblées et à cartographier leur impact. Les progrès de la biotechnologie et de la génomique peuvent déboucher sur des soins médicaux personnalisés, l'édition de gènes, une prévention des maladies et des traitements plus efficaces.

Cependant, de nombreux membres des deux groupes de réflexion craignent également l'impact transformateur et perturbateur sur l'économie et la société, ainsi que l'impact inévitable sur la prévention et la lutte contre la pauvreté. La technologie peut être un outil puissant, à condition de veiller à un accès équitable pour tous et à la littératie numérique, d'examiner l'éthique de son utilisation à grande échelle et de s'assurer, par le biais de cadres réglementaires, que la technologie profite à la société dans son ensemble, y compris aux plus vulnérables.

À cet égard, certains membres s'inquiètent d'une trop grande concentration des connaissances, du capital et du pouvoir entre les mains des «stony tech bros» qui détiennent ces technologies.



Une arme à double tranchant

Pour les personnes en situation de pauvreté que nous avons consultées, la discussion sur l'impact de la technologie sur leur vie était souvent lointaine. L'idée que, dans un avenir (proche), des systèmes pilotés par l'IA puissent, par exemple, décider de leur droit aux allocations ou adapter leur parcours, a suscité des sentiments mitigés.

Certains participants se sont plaints que les médiateurs de dettes ou les travailleurs sociaux étaient systématiquement en retard dans le versement de l'allocation de subsistance, ou qu'ils avaient droit à des allocations mais ne les recevaient pas, à moins qu'ils ne les aient demandées eux-mêmes. Des systèmes pilotés par l'IA pourraient agir de manière plus objective et plus efficace.

Mais le fait que les systèmes informatiques disent oui ou non sur la base de critères bien définis a été une raison immédiate pour plusieurs participants de préférer les médiateurs humains à la «pseudo-objectivité» de ces systèmes. Plusieurs se sont montrés très méfiants à l'égard de la technologie et du pouvoir qui lui est conféré.

« Un humain a de l'empathie, l'IA n'en a pas. Vous pouvez être malchanceux avec votre assistant social, mais je ferai toujours plus confiance aux humains qu'aux ordinateurs. Les gens peuvent vous expliquer les choses. J'ai un revenu de subsistance même si je travaille, parce que je ne peux pas travailler à temps plein à cause de mes études ou parce que je ne peux pas travailler le même nombre d'heures chaque mois. L'ordinateur me dit alors : tu as trop de revenus pour recevoir une allocation, supprimé ! »

« Quand j'étais plus jeune, j'ai eu des problèmes avec le tribunal de commerce. À l'époque, j'aurais voulu que cet idiot de juge soit remplacé par une machine. J'aurais alors gagné, c'est certain. En tant qu'être humain, on ne peut pas être objectif à 100 %. Il y a toujours une part de subjectivité, surtout en matière de justice. Mais maintenant que j'y pense de manière plus approfondie, je préfère la non-objectivité des humains à la pseudo-objectivité d'une machine. Je me méfie des machines ».

« Nous l'avons remarqué lors du Covid, certaines personnes en situation de pauvreté sont devenues

de plus en plus isolées à cause de la fracture numérique. Mais il y a d'autres personnes en situation de pauvreté, comme moi, qui considèrent la technologie comme une priorité ».

« Il y a deux factures que je paierai toujours, à n'importe quel prix : mon loyer et mon internet. Je préfère avoir un toit au-dessus de ma tête et une fenêtre sur le monde grâce à internet, pour apprendre et trouver des opportunités ».

Et en 2040 ?

La technologie est omniprésente, dans tous les mondes imaginés. Elle remodèle la société et ses équilibres selon de nombreux scénarios. Certains voient la possibilité d'une société dans laquelle les humains - libérés d'un travail abrutissant - peuvent se concentrer sur le renforcement du tissu social. Ils voient poindre à l'horizon de nouveaux types d'emplois, d'organisations, de revenus, une interprétation différente du travail et de la vie. D'autres voient d'un œil plus sombre les bouleversements qu'apporte cette «nouvelle révolution copernicienne».

Dans différents mondes, la technologie est un outil permettant de s'attaquer à des problèmes complexes. Dans tous les domaines de la société, l'impact du déploiement à grande échelle de la technologie sur la pauvreté est variable. Dans les mondes où le savoir et la technologie sont aux mains de quelques privilégiés - le régime ou les grandes multinationales - la fracture numérique, et avec elle le nombre de personnes qui ne bénéficient pas des fruits du développement technologique, s'accroît.

Les membres des groupes de réflexion ont également parfois constaté une polarisation et une méfiance croissantes lorsque les géants de la technologie conçoivent et déploient la technologie pour renforcer les lignes de fracture plutôt que pour relier les gens. Ils ont donc plaidé en faveur d'accords internationaux et de règles pour les technologies de rupture.

Mais l'accès à la connaissance, par le biais de la technologie, dans plusieurs scénarios, est également un tremplin pour l'autonomisation des personnes en situation de pauvreté. L'éducation

devenir plus flexible, plus abordable et plus accessible grâce aux nouvelles technologies, même pour ceux qui suivent un chemin moins évident. La technologie peut également permettre aux gens de «sauter» : compenser des déficits de compétences ou de connaissances –par exemple, parce que l'école n'a pas réussi aux jeunes qui ont grandi dans la pauvreté - grâce à l'IA, afin qu'ils puissent exploiter pleinement leur potentiel sur le marché du travail.

Atelier d'idées

L'accès à la trésorerie numérique

Dans différents scénarios, le contraste entre un monde où les personnes en situation de pauvreté ont facilement accès à la connaissance et à la technologie, et un monde où le chemin vers la culture numérique est barré par l'accès à la richesse des outils numériques et de la connaissance, conduit à deux résultats radicalement différents dans la lutte contre la pauvreté.

- Les outils numériques doivent-ils devenir un service public pour garantir leur accès à tous les citoyens ?
- Devrions-nous envisager un rôle, à plus grande échelle, pour les organisations autonomes dites décentralisées, qui peuvent rendre la technologie plus démocratique et transparente, avec la possibilité d'une gouvernance communautaire ?
- Les accompagnateurs numériques permettent-ils d'obtenir des gains rapides en matière d'accès au numérique et d'alphabétisation ?

La confiance

Les entretiens avec les personnes en situation de pauvreté ont révélé une méfiance évidente à l'égard des décisions prises par des systèmes technologiques qu'ils considèrent a priori comme sans appel. Cela renforce le sentiment d'impuissance face à des autorités détachées qui ne tiennent pas suffisamment compte de leurs besoins et de ce qui les aide vraiment. Le groupe de réflexion a également exprimé le sentiment que la technologie devait rester essentiellement complémentaire et ne pas déresponsabiliser les personnes.

- Peut-on concevoir des mécanismes permettant de contester de manière crédible les décisions automatisées ?
- Est-il possible de déterminer où l'interaction humaine est nécessaire et apporte une valeur ajoutée, et pour qui, et où une machine est une alternative tout aussi valable ?
- Comment renforcer les droits (RGPD, privacy) des personnes en situation de précarité, tout en augmentant l'efficacité de l'octroi des aides dont ils peuvent bénéficier ?

La technologie au service de la politique

Dans plusieurs cas, la technologie est également une façon de pousser les décideurs à adopter des politiques fondées sur des preuves et des faits. Cela peut les aider à établir des priorités, à allouer des ressources et à évaluer l'impact ce qui leur permet d'ajuster ou d'adapter les politiques en temps utile. La technologie peut rendre les services plus professionnels, plus conviviaux et plus efficaces.

- Les pouvoirs publics devraient-ils simplement laisser leur travail politique être guidé par des outils technologiques ?
- Les jumeaux numériques, où les processus du monde réel sont reproduits dans un modèle numérique pour simuler et tester des mesures, sont-ils une aide ou un obstacle ?
- Y a-t-il des inconvénients aux contrats intelligents - tels que les récompenses ou les abonnements automatiques qui déchargent les gens et garantissent qu'ils obtiennent rapidement ce à quoi ils ont droit ? Et quels sont les garde-fous à mettre en place ?

L'éthique

- Les écoles, les entreprises ou d'autres organisations devraient-elles accepter que le manque de certaines aptitudes ou compétences puisse être compensée numériquement sans être sanctionnée ?
- Comment éviter que l'IA ne reproduise, voire renforce, les préjugés existants, par exemple à l'égard des personnes en situation de pauvreté ?
- Comment partager plus équitablement les bénéfices de la révolution technologique ?

03.V. L'économie, le marché du travail et l'argent

Contexte et perspective

La pauvreté est multidimensionnelle, mais la ligne de démarcation entre ce qu'elle est et ce qu'elle n'est pas est principalement financière. C'est avant tout un manque d'argent. L'économie est donc l'un des principaux leviers de la lutte contre la pauvreté. Comment se crée la richesse dans un pays ? Où se situe la valeur ? Où les citoyens gagnent-ils leur vie ? Qui profite de cette richesse ?

Ces considérations économiques sont importantes pour un contrat de société qui établit implicitement les droits et les responsabilités entre les citoyens et leur gouvernement. Les politiques économiques contribuent à déterminer comment le revenu national est réparti. Les citoyens attendent des politiques économiques qui leur permettent de gagner leur vie, leur offrent des opportunités et répartissent le gâteau de manière équitable.

Le stress de la pénurie

Comment obtenir un revenu décent si votre emploi n'offre pas un salaire correct ou si vos indemnités de maladie ou de chômage sont insuffisantes ? Que faire si l'allocation de subsistance que vous recevez dans le cadre d'une convention de surendettement est très inférieure à ce dont vous avez besoin ? Ces questions préoccupent de nombreux participants aux groupes de discussion composés de personnes en situation de pauvreté. Leur esprit est focalisé sur les chiffres, compter et peser, tous les jours, toute la journée. Y a-t-il assez d'argent pour payer toutes les factures ? Peut-on satisfaire les besoins essentiels pour soi et pour sa famille ? Le stress de la pénurie colonise leur esprit. Plusieurs participants sont incapables de travailler (temporairement

ou non). Ils se sentent mis à l'écart, considérés comme inférieurs dans une société qui met souvent en avant les intérêts du «citoyen travailleur».

Et en 2040 ?

Sous la pression de la révolution de l'IA et de la transition vers une société résiliente au changement climatique, des chocs majeurs attendent l'économie. Les membres du groupe de réflexion sont d'accord sur ce point. L'économie circulaire - ou le refus des gouvernements de travailler à la transition - et l'impact de l'IA sur la création et la distribution de valeur sont au cœur de tous les scénarios. Certains membres se demandent où la richesse peut encore être créée dans le contexte difficile des prochaines décennies, et s'il restera quelque chose à distribuer.

Que se passera-t-il si les pays s'engagent dans la transition et utilisent la question du climat pour remodeler radicalement l'économie ? Et que se passera-t-il si les pays continuent de se raccrocher aux combustibles fossiles et ratent le coche ? Qu'est-ce que cela signifie pour les citoyens en situation de vulnérabilité ?

Dans des scénarios tels que Globutopia et Civica, les écosystèmes locaux se développent à proximité des matières premières circulaires. En dématérialisant, c'est-à-dire en minimisant l'utilisation des matières premières dans la fabrication, on réduit les allers-retours en voiture et les déplacements en avion, ainsi que la consommation d'eau et d'énergie. Les gouvernements récompensent cette implantation locale et virtuelle par des allègements fiscaux.

Dans certains scénarios, les personnes deviennent des jetons échangeables pour les entreprises, qui les déploient dans le monde entier en fonction de leurs besoins, comme une «légion

étrangère» économique. Ils sont en concurrence pour les bons emplois sur les marchés des talents, ou ils opèrent dans des bassins de main-d'œuvre aux profils rares, qui stimulent les entreprises grâce aux connaissances et à l'expérience que les travailleurs du bassin acquièrent dans différents endroits. Dans ces scénarios, il y a peu de place pour les personnes qui ne sont pas des travailleurs spécialisés ou qui manquent de réseaux.

Dans d'autres scénarios, beaucoup plus de personnes qu'aujourd'hui dépendent « d'emplois fast-food » (des jobs mal payés avec peu d'avantages et de perspectives de carrière) pour joindre les deux bouts, comme dans Polaris. Ou que dire de Drive, un monde qui présente un joli visage avec des emplois verts, mais qui cache un arrière-plan moins joli, avec des travailleurs qui créent des algorithmes pour un salaire dérisoire ou qui doivent faire le sale boulot mal payé lors du nettoyage des pollutions anciennes.

Atelier d'idées

Revenus alternatifs

L'idée d'un revenu de base universel a été évoquée à la fois dans les groupes de discussion et dans le panel. Un revenu qui couvre les besoins de base en toutes circonstances apporte la tranquillité d'esprit. Prononcer l'idée d'un revenu de base, c'est se débarrasser de l'idée que seul le travail actuel et futur permet de sortir de la pauvreté.

Bon nombre des mondes créés par le panel impliquent un revenu de base. Bien que certains panélistes se soient explicitement demandé d'où viendrait, dans un monde où chacun recevrait une somme mensuelle pour couvrir ses besoins de base, l'incitation à faire mieux, à se développer et à innover, certains voient dans l'inégalité le moteur qui motive les gens à se distinguer. Par ailleurs, certains panélistes se sont interrogés sur la faisabilité d'octroyer un revenu de base universel.

D'autres formes de revenus alternatifs ont également été discutées, comme nous l'avons vu précédemment (voir Confiance), telles qu'une



combinaison de revenus du travail et de contributions sociales ou environnementales.

- L'état d'esprit actuel - d'où vient l'argent ? - peut-il être transformé en « Où pouvons-nous récupérer cet argent ? »
- Avec l'introduction du revenu de base universel, comment éviter que les gens ne se perdent dans leur propre vie ?
- Est-il possible de développer un modèle sociétal moins financiarisé permettant, à l'instar des expérimentations des communs, de réduire le besoin de revenus élevés, tout en favorisant la mutualisation et la coproduction d'une partie des ressources vitales nécessaires ?
- Quelles leçons pouvons-nous tirer des premiers résultats des expérimentations autour des "Territoires Zéro Chômeurs Longue Durée" ?

« Le revenu de base est une bonne idée. Il ne doit pas être luxueux. Si vous voulez plus, retrouvez vos manches. Mais les personnes qui ne peuvent pas travailler auront également un revenu décent. Pour moi, c'est un gage de tranquillité d'esprit. Ce serait une raison en moins de stresser. Je n'aurais plus à calculer tout le temps combien je dois mettre de côté pour le nouveau semestre. Et je n'aurais pas à donner des preuves au CPAS tout le temps. Personnellement, je continuerais à travailler, à aller à l'école. D'autres seront moins motivés ».

« Un revenu de base, avec lequel vous payez votre gaz, votre électricité et votre loyer, est déjà presque épuisé. Un revenu de base, c'est l'obligation d'aller travailler. Mais que se passe-t-il si vous ne pouvez pas travailler ? Les personnes qui ne peuvent pas travailler ne sont pas concernées par le revenu de base. C'est un système conçu pour ceux qui sont déjà bien lotis ».

« J'introduirais un revenu universel : un revenu inconditionnel de base pour tous, qui permettrait à chacun et chacune de faire ses propres choix de vie. Soit travailler pour gagner plus, soit s'occuper de ses enfants, soit s'engager dans une activité bénévole... Ce serait aussi tout bénéfique pour la société. »

Marché du travail

Selon le degré d'ouverture ou de fermeture de l'économie, la volonté de s'engager dans la transition et la mesure dans laquelle l'IA est au service de l'homme dans les scénarios alternatifs, les membres du groupe de réflexion ont brossé un tableau très différent de ce que pourrait être le marché du travail à l'avenir et de l'impact qu'il pourrait avoir sur la pauvreté.

- Quelles seront les opportunités offertes aux personnes en situation de pauvreté sur un marché de l'emploi respectueux de l'environnement ?
- La nouvelle économie verte peut-elle éviter les «emplois fast-food» (emplois mal rémunérés avec peu d'avantages et de perspectives de carrière) dans ce domaine également ?

Responsabilité sociétale des entreprises

- Les entreprises peuvent-elles contribuer à la mise en place d'un filet de sécurité sociale pour les employés en difficulté financière, par

exemple en proposant des microcrédits internes ?

- Les entreprises pourraient-elles être responsables du bien-être financier de leur personnel et à quoi pourrait ressembler une telle stratégie ?
- Avec l'idée de valeur partagée, les entreprises devraient-elles passer à la vitesse supérieure, où la rentabilité d'une entreprise est liée au bien-être de l'environnement dans lequel elle opère ?
- D'autres formes de structures de gouvernance d'entreprise (coopérative, propriété collective, gouvernance des parties prenantes) sont-elles mieux adaptées à une économie qui place la distribution équitable au cœur de ses préoccupations ?

Instruments financiers

L'endettement est une cause de la pauvreté, mais il en est aussi une conséquence. La moitié des cas de règlement collectif de dettes concerne des dettes de survie - combler les trous dans le budget du ménage par de nouveaux trous pour payer les besoins de base tels que le loyer, les frais de scolarité ou les factures d'énergie. Les groupes de discussion ont mis en évidence le lourd fardeau que représente l'endettement pour de nombreuses familles, l'impact que cette montagne a parfois sur leurs perspectives d'avenir et l'effet sur leur motivation. Les participants ont témoigné de l'endettement dû aux dépenses pour les enfants, lorsque l'ex-partenaire ne paie pas sa part, ou des difficultés à s'en sortir avec l'allocation de subsistance qui leur est accordée dans le cadre d'un règlement collectif de dettes. Le groupe de réflexion a noté que les systèmes d'endettement collectif encouragent le travail non déclaré pour cette raison.

Globutopia implique des «échanges de dettes contre une justice écosociale», où les dettes entre pays sont annulées. Cela permet de libérer des ressources, de l'énergie et de l'espoir, ainsi que de l'espace pour une vision et une approche à long terme.

- Des mécanismes de clémence similaires sont-ils envisageables pour les dettes lourdes des citoyens ?
- Existe-t-il d'autres moyens de diviser et de facturer les coûts de la parentalité - avec, par exemple, une facture en deux parties, pour les deux parents - afin d'éviter qu'un seul parent ne doive supporter tous les coûts ?

- Faut-il protéger les plus vulnérables de la société contre les bailleurs de fonds en limitant, voire en interdisant, cette pratique de financement par la loi ?

« Annuler les dettes ? Je dirais plutôt les réduire de moitié. Ainsi, les gens continueront à payer. Ils ne perdront pas non plus leur estime de soi. Car qu'est-ce que l'effacement des dettes apporte en termes d'estime de soi ? Je ne vais pas à la banque alimentaire, je vais à l'épicerie sociale. Quand je vais à la banque alimentaire, j'ai l'impression d'être un parasite. A l'épicerie sociale, même si vous ne payez que dix centimes, je peux dire «oui, je l'ai acheté» ».

« Si vous avez un toit et un revenu de base, c'est un bon début. Mais il y a bien plus que cela. Certaines personnes ont tellement de dettes. Elles n'ont plus aucune motivation parce qu'elles ne pourront de toute façon jamais se débarrasser de ces dettes. Il faudrait certainement pouvoir en annuler une partie, pour qu'ils soient encouragés à continuer de toute façon ».

« J'améliorerais les systèmes de guidance financière pour apprendre aux gens à bien gérer leur argent et à ne pas faire d'achats irresponsables. Aujourd'hui, une personne surendettée peut être déclarée en faillite personnelle. Cela coûte très cher à la société, mais rien ne l'empêche de s'endetter à nouveau ensuite. »

03. VI. La proximité

Contexte et perspective

La proximité comme solution structurelle

Si l'on demande aux personnes interrogées dans les groupes de discussion ce qu'elles trouvent essentiel dans le domaine de l'assistance, de la prestation de services et des contacts avec leurs concitoyens, la réponse est : la proximité. Elles vivent tellement de distance, physique et humaine. La pauvreté aspire l'oxygène de leurs réseaux et dresse des barrières invisibles qui bloquent le chemin de l'aide réciproque. La pauvreté, c'est la distance. Dans une approche structurelle de la pauvreté, la question de savoir comment combler cette distance est donc également importante.

Les groupes de réflexion définissent la proximité

principalement comme une présence physique, des lieux physiques dans les quartiers où les gens peuvent se rendre, des organisations fortement ancrées localement. Ces lieux et organisations sont proches des habitants et peuvent donc répondre de manière proactive et flexible aux besoins parce qu'ils les connaissent de l'intérieur. Ces organisations de quartier prennent différentes formes. Il peut s'agir de réseaux organiques, fondés sur l'autonomie et l'entraide, dont les membres travaillent ensemble de manière informelle. Les groupes de discussion ont fait état de réseaux informels qu'ils préfèrent garder sous le radar.

Grâce à la technologie, la proximité peut aussi être comblée virtuellement. La révolution numérique a ressuscité les «clans» ou «tribus», disparus avec la révolution industrielle, sous une forme post-industrielle. Grâce aux tribus numériques, qui rassemblent des gens de partout autour de défis similaires, ils ont accès aux connaissances,

aux idées et aux expériences de personnes partageant les mêmes idées dans le monde entier. Pourtant, le sentiment de distance avec le reste de la société demeure intraitable. Malgré les efforts, y compris de la part de leurs pairs, pour leur tendre la main, les volets restent fermés et les portes verrouillées.

Les causes de cet isolement sont multiples. L'absence de réseau, parfois combinée à l'incapacité de s'exprimer dans l'une des langues du pays. La honte aussi. Mais aussi une vie dans ce qu'on appelle les «zones blanches», des lieux hors des radars des services publics ou privés. Dans les zones urbaines défavorisées, le leadership local fait souvent défaut. Dans les zones rurales, la faible densité de population rend la communication et la coordination difficiles. L'accès insuffisant aux services de base tels que l'éducation, la santé et l'emploi peut aggraver le cycle de la pauvreté.

De belles perles mais pas de collier

Pour contrer cet isolement, il existe des initiatives locales à petite échelle, des havres de chaleur et de sécurité pour les personnes qui en ont besoin. Elles leur offrent un lieu à partir duquel elles peuvent démêler les nœuds et remettre leur vie sur les rails. Mais quelques perles ne font pas un collier. Les initiatives à petite échelle sont souvent étroitement liées au contexte dans lequel elles ont été créées. Elles sont difficiles, voire impossibles, à reproduire.

Et en 2040 ?

Dans un contexte comme celui d'Intramuros, les communautés naissent par nécessité, car le filet de sécurité n'existe que pour les fidèles du régime. D'autres organisations peuvent être plus structurées, mais elles travaillent toujours de bas en haut et impliquent étroitement les membres dans la prise de décision et l'élaboration de solutions.

Si certains aspects de la technologie préoccupent les membres du groupe de réflexion, elle constitue avant tout un atout dans de nombreux scénarios. Un exemple est celui des soins de santé dans Globutopia, où la perte de connexion aux services publics organisés à un niveau beaucoup plus élevé est compensée par des centres de soins de santé locaux au niveau du quartier, connectés numériquement et disposant d'une expertise numérique étendue à distance.

Dans différents scénarios, les citoyens, par principe ou par nécessité, se voient confier un rôle actif dans la prise en charge des autres. Dans les groupements géographiques de Civica, au niveau de la ville ou de l'agglomération, les communautés fondées sur la solidarité, le sens de la communauté, l'échange de connaissances et la prestation de services, avec un rôle important pour les PME, constituent un tampon contre la pauvreté. Par ailleurs, les écoles, les panels de citoyens et les coopératives jouent un rôle central dans la lutte contre la pauvreté.



Atelier d'idées

Utiliser l'espace de manière plus intelligente

La ségrégation spatiale décourage les mécanismes d'entraide.

- Comment organiser l'espace pour favoriser la rencontre et la proximité, notamment dans les villes qui seront demain le centre de la vie durable ?
- Comment créer des quartiers qui inspirent la solidarité par eux-mêmes ?
- Comment fournir des services et de l'assistance dans des lieux stratégiquement visibles et accessibles ?
- Peut-on appliquer la ville des 15 minutes, dans laquelle les fonctions essentielles (commerces, bureaux, écoles, soins de santé, sport, culture et loisirs) sont situées à 15 minutes à pied ou à vélo du lieu de résidence, de manière à ce que les groupes moins aisés aient également accès à ce type de cadre de vie ?

Assurer différemment la proximité des services sociaux

- Comment concilier une nouvelle forme de proximité numérique, par exemple par le biais d'assistants virtuels ou de « buddies », avec le maintien d'une présence physique essentielle dans la prestation de services ?
- Les organisations locales de soins sociaux ou médicaux, fermement ancrées dans les quartiers, peuvent-elles utiliser la technologie pour se connecter à une expertise spécialisée ailleurs ?
- Comment favoriser la facilitation locale entre différents acteurs, notamment sur base du modèle des régies de quartiers, à Namur par exemple ?
- Comment favoriser la pair-aidance ?

La technologie au service de la proximité

- Comment les applications numériques peuvent-elles jouer un rôle plus important dans le soutien aux personnes en situation de vulnérabilité ?

- Outre les partenaires humains, des assistants numériques peuvent-ils guider les individus, à leur rythme, vers des partenaires locaux, des possibilités d'éducation et d'emploi, ou des services médicaux et sociaux ? Cette orientation est-elle suffisante pour amener les personnes vulnérables dans ces services ?

Les entreprises locales dans la lutte contre la pauvreté

- Comment encourager les entreprises locales à devenir des partenaires actifs dans cette lutte, notamment en adhérant pleinement à l'économie solidaire ?
- Dans quelle mesure pouvons-nous inciter la prochaine génération à faire preuve de solidarité et à s'entraider, en transcendant le travail et l'aide gouvernementale en tant que ressources exclusives ?

« Je vois de plus en plus de gens, surtout des jeunes, qui ne se laissent plus aller. Ils mettent en place des systèmes alternatifs d'échange de services, il y a une économie solidaire qui se développe. J'ai moi-même aidé le propriétaire d'un magasin de musique et obtenu un instrument en échange. Ces systèmes fleurissent souvent de manière déguisée, mais ils annoncent une sorte de « révolution douce ».

« Nous devons apprendre à nos enfants à faire du volontariat, à s'entraider et à s'extirper du champ de bataille. On ne peut plus compter uniquement sur le travail, et on ne peut pas non plus compter sur le gouvernement. »

« Au cours de leur formation, les travailleurs sociaux apprennent qu'ils doivent garder leurs distances avec les clients alors que nous voulons plus d'empathie, plus de proximité. C'est souvent comme s'ils vivaient dans une tour d'ivoire. Un travailleur du CPAS a un jour menacé de placer mon enfant parce qu'il trouvait que ses vêtements étaient trop usés »

03. VII. La liberté de choix

Contexte et perspective

La pauvreté peut limiter les choix et les opportunités des individus. Le manque d'argent peut empêcher l'accès à l'éducation, aux soins de santé, à un logement décent, à une alimentation saine et à la culture. Par conséquent, les personnes vivant dans la pauvreté ne peuvent souvent pas faire les choix qui leur permettraient d'avoir une vie de qualité pour elles-mêmes et leur famille.

Comme l'écrit le lauréat du prix Nobel Amartya Sen, la pauvreté n'est pas seulement un manque d'argent, mais aussi un manque d'opportunités de mener une vie que les personnes concernées et d'autres considèrent comme répondant à leurs aspirations. Elle donne aux gens le sentiment qu'ils n'ont aucun contrôle ni aucune influence sur leur propre vie.

Ces contraintes trouvent notamment leur origine dans les inégalités et dans les politiques qui ne les combattent pas suffisamment ou qui les exacerbent involontairement. Ceux qui ont un accès plus difficile à l'éducation (supérieure), au mar-

ché du travail et aux soins de santé ont moins de possibilités d'améliorer leurs propres conditions de vie.

Au niveau macroéconomique, une action à grande échelle est nécessaire pour relever les grands défis des prochaines décennies, au premier rang desquels figure le changement climatique, et pour faire face à leur impact sur tous les citoyens. Plusieurs scénarios montrent qu'il est nécessaire de piloter cette action. Cette nécessité impose non seulement de faire des choix, mais aussi de renoncer à certains d'entre eux.

Des choix sous pression

Leurs enfants ne peuvent pas choisir l'éducation qu'ils souhaitent vraiment parce qu'elle est trop chère. L'impossibilité de rester à la maison (temporairement) pour les enfants, comme peuvent le faire les couples de la classe moyenne, parce que les revenus sont trop faibles. Plusieurs participants aux groupes de discussion ont indiqué que leurs choix et leurs opportunités étaient sérieusement limités par la pauvreté.



D'autre part, dans le panel, certains ont fait l'expérience d'un manque de choix pour résoudre ce problème.

« Dans ma pauvreté, J. a toujours la richesse. Il doit pouvoir tout faire. Mais sans bourse, il ne peut pas étudier. Et alors, soit il ne fait rien, soit il marche derrière la benne à ordures. Je n'ai rien contre les éboueurs [rires]. Mais alors on creuse un autre trou ».

« Récemment, je me suis assis à côté d'un sans-abri dans la rue. Il a demandé une bière et je l'ai payée. Je sais ce que c'est que de vivre dans la rue. Je sais que l'alcool fait disparaître la faim, le froid et la misère. Un travailleur social va avoir un jugement sur cette pinte, pourquoi l'as-tu achetée ? Ils décident de ce à quoi vous avez droit, mais tout être humain a droit à une vie digne ».

Et en 2040 ?

C'est dans le scénario Drive que les pouvoirs publics vont le plus loin dans leur vision à long terme concernant la lutte contre le changement climatique et la nécessité d'une transition équitable. Dans ce scénario, les pouvoirs publics limitent ou suppriment même entièrement les choix en termes d'éducation et de marché du travail.

Les carrières qui ne s'inscrivent pas dans le plan général du gouvernement sont supprimées, les formations qui ne mènent pas à des professions «utiles» susceptibles de contribuer à la recherche de solutions aux grands défis sont réduites. Certains secteurs et professions ont le vent en poupe, d'autres disparaissent. Une société avec des choix aussi directifs crée de nouvelles lignes de fracture dans la conduite : ceux qui ne veulent pas participer se retrouvent en marge et risquent de tomber dans la pauvreté.

Dans d'autres scénarios, la liberté de choix est limitée d'une manière différente : se conformer au régime ou se retrouver en marge, comme dans le cas de Polaris, ou surfer sur les vagues

des géants économiques et technologiques dans le cas de Brand International, sans avoir aucun contrôle (démocratique) sur la direction qu'il prend.

Pour le scénario Phoenix, un monde doté d'une croyance absolue dans la malléabilité des êtres humains grâce aux possibilités biomédicales technologiques et à la subvention des traitements permettant d'influencer les capacités et les caractéristiques des personnes, la pauvreté – due par exemple à une maladie chronique – devient presque quelque chose que l'on « choisit » pour soi-même parce que l'on ne se laisse pas manipuler.

Atelier d'idées

- Faut-il assouplir certaines règles ou créer certains mécanismes pour que les citoyens qui veulent aller plus loin dans leur engagement environnemental aient la possibilité de le faire ? Une personne de la classe moyenne devrait-elle pouvoir payer plus cher un chèque emploi service si elle le souhaite ? Ou louer ses panneaux solaires à un voisin qui n'a pas les moyens de les installer ?
- Les initiatives citoyennes dans les domaines du logement, de l'énergie, de l'alimentation, de l'éducation, devraient-elles bénéficier d'une plus grande liberté de réglementation ?
- Les gouvernements peuvent-ils intervenir avec force et interférer avec les choix des gens dans les endroits où il y a une pénurie aiguë de logements abordables, par exemple en interdisant aux étudiants vivant près d'une ville universitaire de prendre un logement étudiant ? Doivent-ils restreindre les choix de certains pour accroître les possibilités d'autres ?
- Est-ce au gouvernement de veiller à ce que tous les citoyens aient des chances égales de prendre des décisions pour leur vie, par exemple de rester à la maison avec leurs enfants ?

04

CONCLUSION

Dans cette exploration prospective, inspirée par sept scénarios divergents, les membres du groupe de réflexion et du groupe de discussion ont exploré de nouveaux cadres de la lutte contre la pauvreté. Imaginer une société qui subit des changements socio-économiques, écologiques, technologiques, politiques et culturels majeurs a donné naissance à l'idée d'un nouveau contrat de société. Ce contrat, fondé sur l'idée d'une communauté solidaire et impliquée, entraîne un certain nombre de messages clés :

Une technologie à échelle humaine

La technologie est une constante dans tous les scénarios d'avenir d'Horizon 2040 et est principalement considérée comme un atout. Si elle est bien régulée et déployée de manière éthique, la technologie peut résoudre des problèmes complexes et être bénéfique pour la société. Mais les personnes en situation de pauvreté la perçoivent souvent comme quelque chose qui est loin de leurs préoccupations et se méfient des systèmes pilotés par l'IA. Cette réticence souligne la nécessité de maintenir la technologie à l'échelle humaine. Il est cependant essentiel que notre société mène un débat fondamental sur les choses que nous sommes prêts à digitaliser et sur les aspects de notre vie dont nous tenons absolument à ce qu'ils restent humains.

La confiance est un élément essentiel pour cela et la participation est la clé pour renforcer cette confiance. Les scénarios qui parviennent à réduire effectivement la pauvreté sont centrés sur la participation citoyenne. En outre, la technologie peut renforcer l'efficacité des politiques, notamment en soulageant les services de première ligne des charges administratives et de la pression qui en résulte.

Vers une nouvelle définition du travail

La révolution technologique et climatique provoque des changements majeurs sur le marché de l'emploi, ce qui nécessite une nouvelle définition du travail. Cela englobe un mélange de revenus du travail et de contributions sociales ou environnementales. Une question importante est de savoir si la mentalité actuelle, qui consiste à se demander "d'où doit provenir l'argent ?", peut être transformée en "où pouvons-nous le récupérer ?". L'économie circulaire est au cœur de tous les scénarios et des modèles alternatifs de revenus sont explorés. Les biens communs, basés sur une gestion partagée, offrent des opportunités pour une économie verte et locale. Mais il ressort des groupes de discussion qu'aujourd'hui c'est surtout la classe moyenne qui y a accès. Cela nécessite une réciprocité que les personnes en situation de pauvreté ont du mal à fournir.

Le rôle des entreprises dans la lutte contre la pauvreté est lui aussi exploré. Les entreprises peuvent-elles fournir un filet de protection sociale aux travailleurs dans le besoin, par exemple par le biais de microcrédits internes ?

Jeter des ponts, réels et virtuels

La proximité est un élément crucial des services d'aide, mais pour les personnes en situation de pauvreté, cela se traduit souvent par une distance, tant physique que sociale. La pauvreté place des barrières invisibles qui rendent l'entraide difficile et qui privent d'oxygène les réseaux sociaux. Dans le cadre d'une approche durable de la pauvreté, il est donc essentiel d'examiner comment cette distance peut être comblée.

La proximité signifie également une présence physique dans les quartiers et une communauté solidement ancrée, où les organisations locales répondent de manière proactive aux besoins. La proximité virtuelle, grâce à la digitalisation et aux initiatives citoyennes, offre des possibilités de renforcement de la communauté. Des communautés locales peuvent servir de foyers de solidarité, d'échange de connaissances et de services, avec des citoyens qui contribuent activement au bien-être des uns et des autres.



Ce rapport ne constitue pas un point final mais plutôt un point de départ pour une réflexion plus large à mener avec l'ensemble des acteurs qui peuvent jouer un rôle dans la lutte contre la pauvreté. A quel type de société future voulons nous donner forme ? Comment faire en sorte que cette société future soit juste et inclusive ?

Ce rapport est une invitation à des débats approfondis, au développement de regards disruptifs, d'expérimentations nouvelles et de collaboration larges en impliquant des acteurs inattendus. Car nous sommes tous concernés.

C'est ce à quoi la Fondation Roi Baudouin va s'atteler aujourd'hui en poursuivant la réflexion par le débat mais aussi en stimulant l'action via le soutien à des projets innovants œuvrant à un avenir plus équitable pour tous. Nous remercions encore les membres du groupe de réflexion et du groupe de discussion pour leur engagement, leur implication et leur volonté de donner une première amorce à cette vision d'avenir de la société.

La Fondation Roi Baudouin

COLOPHON

Horizon 2040 : Exercice prospectif sur la pauvreté en Belgique

Deze publicatie is ook beschikbaar in het Nederlands onder de titel: "Horizon 2040: Toekomstverkenning rond armoede in België".

Une publication de la Fondation Roi Baudouin
Rue Brederode 21 - 1000 Bruxelles

Experts du vécu

Alain Battifoy

Saartje Bayou

Esmerey Bruneel

Vanessa Denblijden

Katelijne de With

Luigi Guerra

Thierry Gybels

René Kienhuis

Lisette Lernons

Isabelle Mathy

Patrice Mazy

Wendy Rassaert

Tania Vanbavinckhove

Willem van der Net

Patricia Van Deyck

Merci aussi aux experts du vécu qui ont souhaité rester anonymes.

Groupe de réflexion pluridisciplinaire, fonctions en octobre 2023

Nadia Aimé – *Spécialiste technique en cybersécurité chez Microsoft*

Emmanuel Bawin – *Directeur Général de Les Petits Riens*

Emel Bergsoj – *Coordinatrice de la Fédération Wallonne des Services de Santé Mentale*

Julien Blanchet – *Responsable du programme Digital Sovereignty chez Google*

Bruno Colmant – *Ph.D. (ULB, UCLouvain, Vlerick Business School) et Membre de l'Académie Royale de Belgique*

Lorraine de Fierlant – *Echevine de la Dynamisation économique, des Commerçants et Entrepreneurs, des Ressources humaines à Schaerbeek*

Liesbeth Driesen – *Directrice des Services aux Employeurs à Actiris (Service Public de l'Emploi de Bruxelles)*

Mario Fleurinck – *Fondateur d'InnoCrowd*

Majd Khalifeh – *Journaliste, réalisateur de documentaires, conférencier, formateur en médias, consultant en médias*

Askim Kintziger – *Responsable Diversité & Inclusion et RSE chez Cronos Groep, fondateur de Meraki*

Karel Lootens – *Co-fondateur et inspirateur de Wooncoop*

Emmanuel Mossay – *Directeur de la Recherche & Innovation chez EcoRes / Expert en Économie Circulaire / Professeur invité (UCLouvain - UNamur – Henallux – EPHEC)*

Florence Rizzo – *Co-fondatrice et Co-directrice de SynLab*

Marianne Streel – *Présidente de la Fédération Wallonne de l'Agriculture*

Els Vervloesem – *Architecte, titulaire d'un master en human settlements et docteur en urbanisme*

Equipe de projet

Méthode prospective, concept et accompagnement du groupe de réflexion pluridisciplinaire

Nicole Rijkens, Pantopicon

Nik Baerten, Pantopicon

Méthode prospective, concept et accompagnement du groupe d'experts du vécu, appui à la rédaction

Isa Van Dorsselaer

Aubry Touriel

Patrick Verstuyft

Graphisme et mise en page

Stefan David

Equipe de projet Fondation Roi Baudouin

Françoise Pissart, Director

Brigitte Duvieusart, *Head of Strategy & Knowledge*

Caroline George, *Head of Program*

Zoë Kalala, *Project Coordinator*

Quentin Martens, *Senior Project Coordinator*

Numi Van Beek, *Project & Knowledge Manager*

Delphine Saudoyer, *Project & Knowledge Manager*

Numéro de référence : 3982

Dépôt légal : D/2848/2024/15

Décembre 2024

Avec le soutien de la Loterie Nationale.

